

LA GUEULE OUVERTE

Belgique 4772 / Suisse 2.5075 /

Pages 3,4,5
ou le la présent mort
PLOGOFF

M 1692.299.6F

n° 299

Hebdomadaire/

13 FEVRIER 1980

France 6F



ILS NOUS
FONT TOUS
SCIER

Mouche

SOMMAIRE

P.3-4-5 : Ils ont des casques ronds... (Plogoff)

P.6-7 : Larzac, an X de la lutte — Le Pellerin — OP 20

P.8 : Grève générale des femmes.

P.9 : Drogues sur prescription

P.10-11 : Interview d'Emma Bonino

P.12-13 : Ils auraient voulu entourer le bonheur de structures

P.14 : Lycées : Rien que des sigles — C'est crevant la grève

P.15 : Longwy : viol et violence. — Lois électorales pauvres filleuls

P.16 : François Pain —

Avocats gentils — Greenpeace

P.17-18 : Poing sur l'autonomie

P.18-19 : Courrier

P.20-21 : Terrain

P.22-23 : Les Murs ont des oreilles — A l'aise dans mes Pataugas — Ordonnance

LA GUEULE OUVERTE

— SARL Editions Pataugas au capital de 2100F.
— Administration : 163 rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. : 586. 29. 14.

— Directrice de la publication : Danièle Fournier
N° de commission paritaire 53257

— Distribution NMPP.

— Imprimerie : Courrier de l'Ain, 01 Bourg

— ISSN 0153-3274

Abonnement : un an : 200 à 300F
six mois : 100 à 150F.

« Une démocratie qui interdit l'affichage est une démocratie de type caca-boudin ! »

Ça a collé dans toute la France le 2 février, plus de 250 000 affiches pour cette fête des murs, à visage découvert en plein jour. Une journée pas ordinaire par la convergence de groupes de toutes sortes qui ont su se retrouver pour défendre et étendre une liberté qui reste le principal moyen d'expression des petits groupes, associations, organisations. Rencontre qui s'explique par l'importance de l'enjeu, et par le mode d'organisation, peu ordinaire lui aussi de cette journée. Tous les groupes (plusieurs centaines de groupes femmes, écolos et autres) avait été consultés et avaient pu participer réellement à l'organisation et à l'orientation de la campagne. On est bien loin des initiatives parachutées, et des magouilles parisiennes. Dans une A.G. de bilan et suite de la campagne, plusieurs groupes (dont CALUMED) ont d'ailleurs exprimé le besoin de réutiliser pour d'autres campagnes ce réseau et ce fonctionnement « horizontal ». « Fête le mur » a en effet fait la preuve qu'efficacité n'est pas synonyme de structuration verticale. Bien au contraire un renouveau et une extension du mouvement aujourd'hui passe par ce type de fonctionnement.

Si à Paris les groupes ont plutôt collé par affinité (objecteurs, pacifistes, écolos, féministes, libertaires, etc.), en banlieue et en province les différentes affiches furent plutôt collées pêle-mêle. L'unité étant assurée par l'affiche « Avis », sur laquelle les décolleurs se sont particulièrement acharnés, sans doute en raison de son aspect officiel. Beaucoup de groupes ont accompagné leurs collages de bombages, musique, banderoles, lâchers de ballons et autres festivités. De Strasbourg à Dijon, de la Bastille à Arras, Antony, Nîmes, St Dizier et j'en passe, une journée gaie et offensive contre la société autoritaire avancée, de « type caca-boudin », comme le proclamait une des affiches.

Les valets de cette « démocratie » étaient bien sûr au rendez-vous : plus de 150 interpellations, dont une bonne part comme d'habitude, sur Paris. Une affiche sur les impôts a particulièrement retenu l'attention de ces messieurs de la police ; quelques interpellations autour de la prison de la Santé, également. Des objecteurs, ainsi que des squatters de la rue des Pyrénées ont eu droit à une descente à leurs locaux. Une vingtaine de féministes ont été entendues par la P.J. ; à Jussieu, on n'a pu coller qu'un quart d'heure ; à Dijon, dix interpellations après que les colleurs aient trouvé refuge dans une église... en pleine messe. A Strasbourg, le quadrillage policier a pris des proportions énormes. On ignore si ces interpellations donneront lieu à des poursuites. Si la nouvelle loi n'est toujours pas en vigueur, les vieilles sont toujours là.

L'atmosphère n'est pourtant pas à la défensive. La campagne se poursuit. Plusieurs groupes continuent à coller « l'Avis ». Une « fête de la libre expression » se prépare au Mans, et pourrait être reprise dans d'autres villes. Plusieurs groupes envisagent par ailleurs de reprendre cette action de collage de façon systématique dans leurs initiatives. Il est probable qu'elle sera reprise, notamment lors de la manif des femmes du 8 mars (voir p.8). Une mobilisation qui semble bien partie pour imposer la caducité de fait de cette loi scélérate.

Valérie Marange

Pour la région parisienne, une A.G. aura lieu ce mercredi, à 17h30 à Jussieu.



En 1962, en Occitanie à Decazeville (Aveyron), une grève offensive, due à la fermeture d'une mine de charbon fut la première expression de masse du monde Occitan.

En 1975, en Corse, de violentes émeutes embrasèrent Bastia à propos du «rejet des boues rouges».

En 1980, en Bretagne la population de Plogoff se révolte contre l'invasion nucléaire.

Trois «affaires» qui auront su tirer du marginalisme autonomiste des facteurs amplifiant les luttes pour le droit d'être Breton, Occitan ou Corse.



Ils ont des

casques ronds les CRS bretons

De nos envoyés spéciaux

Samedi matin. Nous étions en route vers Plogoff, et les Monts d'Arrée défilaient sous nos yeux. Landes rases et roussies, déchirées d'aiguilles ardoisières ; le Roc Trévezel dressait ses pointes noires et surplombait les étendues vierges d'habitation. Au loin, la petite centrale nucléaire de Brénilis dans les montagnes. Une si petite centrale...

Soixante kilomètres plus tard, les granits féroces du Cap Sizun avaient remplacé la douceur sauvage des landes de Braspart. La mer fouettait les rochers, et nous approchions de Plogoff. Je guettais les traces de barricades, les grenades vides et les pneus calcinés, qui ne pouvaient manquer de rappeler la nuit du 30 au 31 janvier. Mais non... à peine le bitume était-il plus noir à l'entrée du village, sur le pont. Les maisons arboraient sur leurs façades, leurs grilles, leurs fenêtres, des écriteaux farouches «Propriété privée», «Pas de centrale ici». Les panneaux du refus s'étalonnaient tous les 20 mètres, mots rageurs ou longues phrases explicatives. Dans la cour de la mairie, fermée le temps de l'enquête, décorée de pancartes hostiles bien écrites au pochoir, le drapeau breton surmontait victorieusement le français sur un même mât.

Plogoff, puis son prolongement vers la pointe, Lescoff. Là-bas, le phare, battu par les vagues du bout du monde. Un vent de tous les diables, martyrisant les rares bruyères et les fous qui osaient s'aventurer là. Je battis en retraite vers le seul bar ouvert de l'espèce de centre commercial de la Pointe du Raz, refuge des promeneurs de l'hiver et des bidasses en vacances, venus faire un flipper et discuter le coup avec la patronne. «**Demain ça va chier. J'espère que les flics viendront.**»

Retour à Plogoff, il est deux heures. Un peu de monde massé devant la chapelle, au pied

du calvaire ; le sol est labouré, c'est de la boue. Le matin, des femmes sont venues avec un huissier constater que la mairie-annexe et les policiers de garde les empêchaient de pénétrer à l'intérieur de leur lieu de culte. Et puis elles sont entrées, et ont chanté des cantiques en breton. Quand la contestation prend des formes insolites... Pas grand monde dans les rues du bourg. Le vent et la pluie cinglent, les bistrots sont les bienvenus. Une bouffée de Beatles à plein tube nous accueille, et autour de pots de bière, trois jeunes absorbés dans leur conversation nous y intègrent. Ils sont préoccupés par la journée du lendemain, mais vivent encore les barricades de la nuit de jeudi.

«J'habite dans un village pas loin. Je suis venue cette nuit là, mais je me sentais un peu parachutée et déboussolée au milieu d'eux, ici. Pourtant, je les connais bien. Cette lutte est la leur. Nous, on suivra ce qu'ils décideront. S'ils veulent se battre, je crois qu'on en fera autant. Ceux de Plogoff attendent le soutien de tous les côtés, mais ils veulent surtout s'en sortir seuls.»

Elle a parlé de se battre. En fait l'éventualité n'est écartée d'emblée par personne, Ils sont nombreux à avoir acheté des carabines... pour le cas où ! Jusqu'à présent il n'y a rien eu. Même pas du plomb dans les fesses des CRS. Mais Noël Kriou ne dit pas que cela n'arrivera pas. Il est conseiller municipal ; c'est son cinquième mandat. Plogoff, il y est né ; il était marin-pêcheur. Aujourd'hui il est en retraite, et on sent que la lutte contre la centrale s'inscrit dans son dernier combat pour la vie : la sienne et celle de ses compagnons de tous les jours. «**Si elle se fait, c'est fini.**» Dans ce «fini», il y a «elle ne se fera pas», dur comme fer.

Sa femme approche et, en breton, lui chuchote des trucs méfiants à notre égard. Elle



Le dimanche avant la manif (Photo Demur)



Ils ont des casques ronds les CRS bretons

- Au Larzac aussi, le GFA a contribué à rassembler les gens.

- Ici c'est différent. Pour le pouvoir, Plogoff est un endroit à écraser de façon plus urgente que le Larzac. Le nucléaire est une priorité économique ; et la répression ira plus vite. Le Larzac est un abcès de fixation pour la contestation. Personne n'a intérêt à le résorber trop vite.

- Qui dit que cela se résorbera vite, ici ?



L'église de Plogoff (Photo Demur)

n'aime pas les journalistes, ils les font passer pour des arriérés sans culture. Et puis on ne sait jamais, des fois qu'on serait des mouchards ! Monsieur Kriou nous emmène voir le clocher de l'église, devant chez lui, en haut duquel il a accroché un grande banderolle. «**Qu'est-ce qu'il dit de tout ça, le curé ? - Et bien, allez donc le lui demander**» répond M. Kriou avec un sourire en coin, qui semble en dire long.

Quand l'Eglise fait des gaffes

Drôle de position que celle de l'Eglise, toute puissante sur bien des esprits en Bretagne,

Les gardes mobiles au séminaire de Pont-Croix (Photo Demur).

par tradition aussi bien que par croyance. Seulement, cette fois, elle n'a pas tapé dans le mille. Les escadrons de gardes mobiles sont cantonnés depuis le début dans le séminaire de Pont Croix. Déjà des forces armées dans un lieu sanctifié, ce n'était pas facile à admettre, même... et surtout pour les catholiques intégristes du coin qui sont pourtant du côté de Guermeur le député «traître de droite, soutien inconditionnel de la centrale.

Mais là où l'erreur psychologique commise s'est révélée de taille, c'est quand on s'est souvenu que les Allemands étaient aussi cantonnés là pen-

dant la guerre. Or, la guerre, les Bretons ne l'ont pas oubliée. Ils se souviennent de l'occupation, de leur lutte pour la France libre ; ils se souviennent que depuis de longues années, ils votent «bien», pour ceux-là même qui leur imposent cette monstruosité nucléaire, qui leur envoient des gardes mobiles, qui bafouent la démocratie à laquelle ils croyaient si fort.

Et les gens de 50, 60, 70 ans, ils sont paumés. Furieux. Un peu incrédule aussi. Beaucoup refusent complètement, d'ailleurs, de faire le rapport de cause à effet entre le pouvoir politique et ce qui leur arrive aujourd'hui. Il y a cette saloperie d'occupation militaire d'une part, cette menace de mort qui pèse sur leur village, et il y a, bien loin, le gouvernement auquel on continue malgré tout de croire un peu. «**C'est quand même pas des communistes... Ceux-là, on sait ce qu'ils valent.**» Sur que le PC ne va pas récolter des voix supplémentaires l'année prochaine ! Mais la grande politique, on n'en parle guère, ici. Et on se méfie si un journaliste se risque à interroger sur le sujet.

«**Pour cela, il faut voir Jean Moalic. Il est d'Évit Buez ar Ch'ap, et il s'y connaît dans ces histoires-là.**» Évit Buez c'est «Pour la vie du cap», une association qui s'est créée en 75, après avoir existé en tant que CRIN. Jean habite à Kerlawenan, ce n'est pas facile à trouver. Il pleut toujours, pas un poil de lune. Nous nous sommes éloignés de la mer, et les talus roux bordent les petites routes de l'intérieur. Dans la cuisine de sa maison, nous parlons de Plogoff ; dehors, le vent continue à balayer les arbres.

« En admettant que l'enquête aille jusqu'au bout, que les habitants de Plogoff ne réussissent pas à sauver la situa-



Tout au bout de la Pointe (Photo Demur)

tion dès maintenant, quelle sera la position d'Évit Buez ?

- Pour l'instant on voudrait que la résistance se situe sur un plan non-violent au maximum, pour ne pas prêter le flanc à une répression accrue. La nuit des barricades, si personne n'a sorti sa carabine, c'est aussi parce qu'on pesait un certain poids. Mais je considère que notre action s'arrête le jour où la déclaration d'utilité publique est prise. Après, ils feront ce qu'ils voudront...

Ici, ce n'est pas le Larzac

Évit Buez est un lien entre tous ; ceux de Plogoff, les comités de soutien extérieurs ; les antinucléaires des villes. Les relations entre ces groupes n'ont pas toujours été faciles avec les habitants, qui considéraient jalousement cette lutte comme la leur exclusivement. Le maire, surtout, a horreur de travailler avec des groupes ; ce qui compte, pour lui, ce sont les visages et les individus. Nous travaillons sur l'écologie dans le pays depuis longtemps, et on nous connaît bien, à présent.

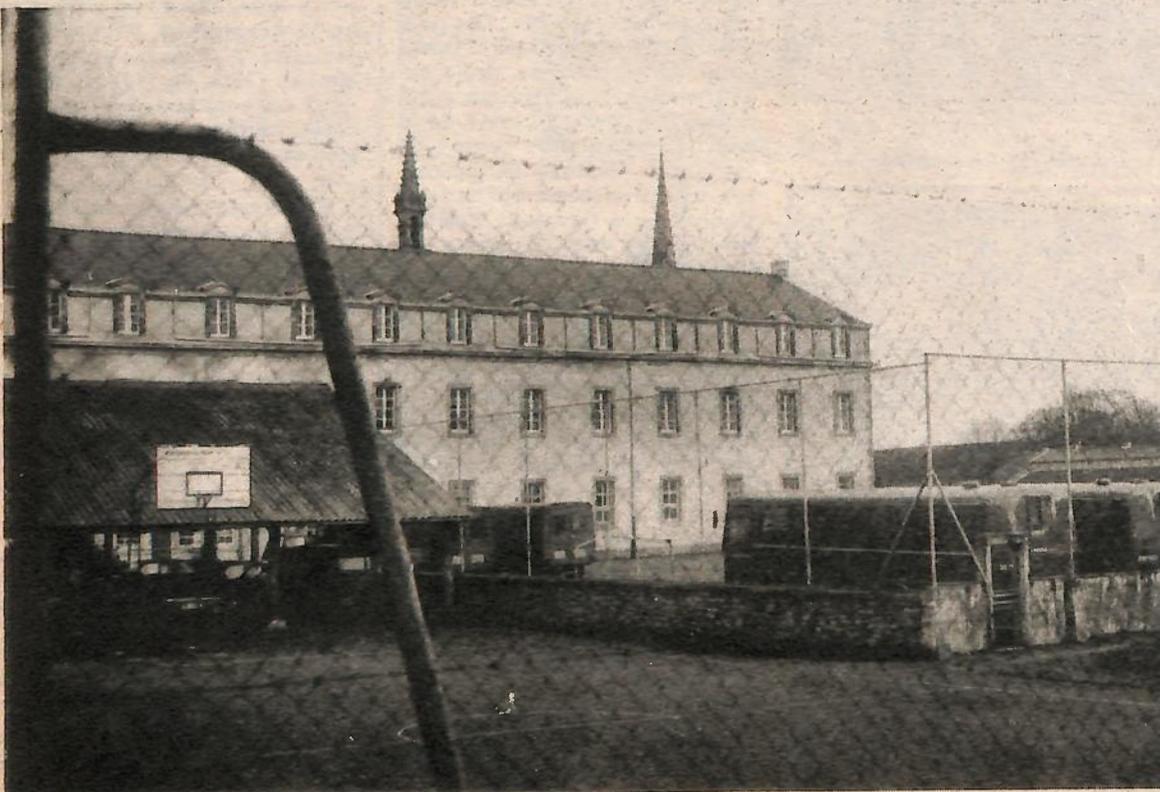
Lorsqu'en 76 on a eu connaissance du projet de centrale à Plogoff, ça a été l'effervescence. Et puis on n'en a rapidement plus parlé. Jusqu'en août 78 où la menace s'est confirmée. Et tout s'est mis en branle. Le GFA a grandement contribué à éveiller les gens au problème plus global du nucléaire en général. Des liens et des contacts sérieux se créaient entre des gens qui se connaissaient comme ça, sans plus.

- Pas moi... Avant toute entreprise d'envergure comme celle-ci, l'Etat demande au CNRS des enquêtes sur les populations locales. Chouettes résultats, ici : «Population crédule et arriérée». Ils vont s'amuser ! Il y a un hic de taille, à Plogoff : le maire. Souvent, dans des histoires comme ça, les maires lâchent au dernier moment. Ici, même si Kerloc'h devenait trop tiède, il serait immédiatement remplacé. Et c'est bon pour EDF : lorsque la municipalité ne collabore pas ça devient pour elle un casse-tête chinois. Il faut bien organiser un chantier, aménager la commune en fonction des travaux.»

Ceux qui profitent

Lourde de sens, lourde de menace, cette dernière phrase. Le lendemain, c'était dimanche. A 11h du matin, les rues du bourg que la pluie avait cessé de fouetter dégageaient une atmosphère étrange. Les hommes donnaient un dernier coup de main à la préparation des parkings pour les centaines de voitures et de cars qui ne devaient pas manquer d'arriver. Des petits groupes de manifestants en avance déambulaient, désœuvrés, de bistro en charcuterie, engloutissant sandwiches et canons de rouge pour se réchauffer et passer le temps. Le traiteur de la place de l'église ne chômait pas. Ce magasin fait partie des commerçants qui, curieusement, sont venus s'installer au cours de l'été. Avant, il n'y avait que peu de magasins à Plogoff. Mais, n'est-ce pas, il y a sûrement de l'argent à faire avec ce chantier qui va s'installer !

En attendant, le «Bar-alimentation-journaux-presse-parisienne» qui existe, lui, depuis bien longtemps, ne désemplit pas. Le petit barman est couvert de badges anti-





nucléaires, et sert des vins chauds aux jeunes marins barbus qui chassent leur nuit blanche à coups d'alcool. «On va finir par se réveiller tout à l'heure, tu vas voir.»

Je ne sais pas sur quoi ils comptent. Pas sur les flics, en tout cas. Pas l'ombre d'un, aujourd'hui. Effectivement, il n'y a pas de mairie annexe à défendre, et ils se reposent en prévision des 40 jours éprouvant qui les attendent. Ils seront harcelés, et ils le savent. Pour l'heure, les gens arrivent, sous les rafales de pluie qui cinglent à nouveau les visages et les silhouettes en cirés. Par centaine, minute après minute, ils arrivent par la route d'Audierne, drapeau breton sur l'épaule, banderolle flottant au vent, les écharpes nouées sur le nez et les mains dans les poches. Ils descendent de moto, des cars du Pellerin, de Golfech, du Larzac, de Flammanville ; des vélos courageux ont affronté le vent de la côte. Ils arrivent et se perdent au milieu des femmes du Cap Sizun en fichus de laine, des hommes en pulls marins, des enfants excités par la foule.

Les photographes mitraillent les moutons paniqués parqués dans le tracteur du berger, les orateurs qui se succèdent au micro de la voiture sono. Le maire rappelle l'historique de la lutte, et passe la parole à la présidente du comité de défense, en précisant qu'il faut lui rendre hommage,

«parce qu'elle abat du boulot et que pour une femme il faut le faire». Avant de s'engager sur le chemin de la bergerie du GFA, un vieux monsieur de la Résistance, un habitant de Cleudun, la commune d'à côté, un vieux gaulliste de la France libre, rappelle l'injustice qui les frappe, eux qui ont combattu pour le pays. Les rires et les quolibets éclatent... mais les vieux, eux, ne rient pas. C'est une plaie qu'on remue trop, ces temps-ci.

Et la marche commence, ouverte par les tracteurs ; elle durera 3 heures, sur un petit kilomètre, sur les landes du site de la centrale, jusqu'à la bergerie symbolique où on installe les moutons. Trois heures pour que les 20.000 manifestants atteignent tous le sommet de bruyère surplom-

Dimanche, 15 heures (Photo Demur).



bant la mer. Des heures où l'hymne breton éclatera, emporté vers le large par le vent de la pointe du Raz.

Quand nous sommes redescendus sur le village, d'autres arrivaient encore du bout du bourg. Au bar-discothèque, Cap de Vielle chantait du rock, et les jeunes qui étaient là, massés frileusement sur des tabourets, évoquaient à l'avance les incidents qui n'allaient pas manquer de marquer le retour des flics et de la mairie volante le lendemain, et les jours à venir. Des incidents qu'ils espéraient bien durs... «Ici ce n'est pas le Larzac ! Même mon père veut se battre. Il était pourtant non-violent» chuchote une fille sur mon passage.

Hélène Crié

Labyrinthe

Encore le nucléaire, toujours le nucléaire : véritable gangrène de notre société.

Plogoff un des derniers bastions de la résistance populaire à l'implantation d'une centrale nucléaire de 5200 MW. Si la spontanéité et la violence de la réaction de la population locale ont particulièrement la lutte sur ce site, il n'en reste pas moins qu'en France le développement du programme électro-nucléaire n'a guère rencontré d'obstacle.

Aussi le cas de Plogoff est intéressant par plusieurs de ses aspects : d'une part cette résistance populaire est exempte de toute hégémonie de la part d'organisations politiques ou syndicales. Ce qui n'est pas le cas de Golfech. D'autre part, contrairement à la plupart des autres sites où l'hostilité face au projet se réduit au fil de son exécution, on peut espérer que l'engagement de la population sera offensif et durable. Ces singularités tiennent probablement au fait qu'ici on est Breton avant d'être antinucléaire.

L'adversaire est pourtant de taille et le déploiement des

forces de l'ordre a illustré la détermination du pouvoir. Détermination qui engendrera des affrontements de plus en plus violents, c.q.f.d. Le slogan «société nucléaire-société policière», bombé à l'aube des luttes antinucléaires, est aujourd'hui une réalité, venue comme toutes les restrictions de liberté en douceur. Il est peut-être trop tard pour enrayer le processus de mise en place d'un régime de liberté surveillée.

Curieusement les mouvements antinucléaires sont aujourd'hui désorientés, désorganisés et beaucoup de militants et de sympathisants se trouvent face à un vide politique. Aucune organisation, aucune structure ne peut apporter une réponse à la demande de ces gens, dont nous sommes, noyés dans un ras le bol quasi existentiel, ras le bol de l'impuissance dans laquelle nous sommes, ras le bol d'être pris pour des cons.

Les écologistes (RAT, MEP, ME...) sont empêtrés dans leurs magouilles électorales, «leur action» vis à vis du nucléaire se limite à une pétition molle, comme la plupart des organisations signataires de celle-ci - le mou est à la mode, on solde -. Côté opposition aucune résonance à

nos luttes. La collusion entre les quatre grandes formations politiques est volontaire et implique un ordre de la scène politique immuable : 81 sera à l'image de 74 et ainsi de suite.

Pourtant de nouveaux motifs «subjectifs» de révolte ne cessent d'apparaître : refus des relations de pouvoir et d'une démocratie truquée, refus de l'emprisonnement so-

cial, de ce que deviennent les rapports sociaux, de ce que sont les rapports internationaux. Refus des conditions de travail et du travail dans sa finalité, refus d'une technologie au service de l'accumulation capitaliste et de la destruction, refus des conditions de vie, des atteintes portées au milieu physique, des risques énormes qui s'accumulent à chaque étape d'un progrès non maîtrisé. Refus du conditionnement intellectuel auquel nous sommes soumis pour nous amener à accepter l'absurde. Refus des innombrables limites posées à l'épanouissement individuel...

Véritable progression géométrique des refus. Sans doute ne sont-ils que le fait de minoritaires. Comme sont minoritaires les multiples mouvements de la contestation politique et sociale. Un jour ces révolutionnaires d'un type nouveau, venant de tous les horizons, même si ils semblent aujourd'hui incapables de se mettre d'accord sur un schéma politique, parviendront à se rassembler et espérons à gagner. Il est clair qu'actuellement, tous ceux qui s'opposent à un aspect particulier du système (liberté, justice, nucléaire, féminisme, antimilitarisme...) militent pour une cause commune, en vue d'un but identique : vivre.

La difficulté est de catalyser, d'organiser ces forces éparses, afin qu'une fraction croissante de la population se donne les moyens de contrecarrer cette absurde spirale qui nous entraîne vers un réseau de ghettos. Mais le temps joue-t-il en notre faveur ?

Emmanuel Demur



L'éloquence au cimetière (Photo Demur).



Larzac: an X de la lutte

Les 2 et 3 février, 400 militants du Larzac se sont retrouvés à Millau à la salle des Fêtes. C'était la seconde « Assemblée Pleinière » du Larzac. La première s'était tenue à La Salvage en mai 1979. On a fait le point, on a préparé l'été 1980.

Le Mouvement du Larzac est unique à bien des égards :

- par sa durée. Dix ans déjà et ça tient bon, alors que tant de luttes issues de Mai 68 se sont cassées la gueule.

- par son ouverture. Militants du P.S. ou du P.S.U., non-violents de tout poil, chrétiens de gauche, marxistes indépendants, écolos, libertaires ont appris à se supporter, sans mettre leur drapeau dans leur poche mais sans esquiver les conflits. Ils travaillent ensemble.
- par sa structure très originale, à la fois légère et différenciée. Autour du « Bureau des 103 », se sont créés une grande diversité d'organismes, mais empiriquement, sans programme préétabli, à mesure que progressait le mouvement. Ni lourd appareil politique central style PC ou PS, ni émiettement groupusculaire à la façon des m-l ou des trotskystes, ni tendances ennemies comme chez les écologistes ou les femmes, ni refus stérile de toute structure.

Le Larzac a eu bien de la chance jusqu'ici...

Le GFA-Larzac

qui avait réuni plus de 5 millions de NF auprès de 5 000 souscripteurs et avait acheté plus de mille hectares, est en veilleuse depuis les arrêtés de cessibilité. Il garde le contact avec les « G.F.A. frères » (Plogoff, etc.) et les autres GFA de l'Aveyron.

Gardarem lo Larzac

entièrement réalisé par les paysans, a 3 000 abonnés. Faut-il y ouvrir un débat politique, refusé jusqu'ici au nom de l'unité de façade ? Faut-il élargir le journal aux autres luttes de même orientation ?

Les renvoyeurs de livrets militaires

en ont collecté plus d'un millier. Comment les utiliser pour remuer

efficacement l'opinion ? On avait essayé de les adresser au Ministère de la Guerre, et ils sont revenus au Larzac par courrier anonyme; grosse déception.

L'APAL

(Association pour la promotion de l'agriculture sur le Larzac) gère un budget de 500 000 NF, alimenté à 50% par les refuseurs d'impôt « 3% ». On a demandé une gestion plus ouverte, une meilleure justification des attributions de fonds en fonction des priorités. On projette une A.G. élargie au printemps.

Le « CUN du Larzac »

centre international de recherches sur la non-violence, est très soutenu financièrement par les paysans du Larzac. Il prend appui sur le Larzac pour développer ses activités; on s'est demandé s'il ne pourrait pas contribuer davantage, en retour, aux actions communes de défense du Larzac.

La Somula

(« banque du Larzac »), qui vient d'être mise en place, est une société d'aide mutuelle qui recevra des fonds sans intérêts et prêtera aux agriculteurs à qui les organismes officiels de crédit agricole

font défaut depuis l'expropriation.

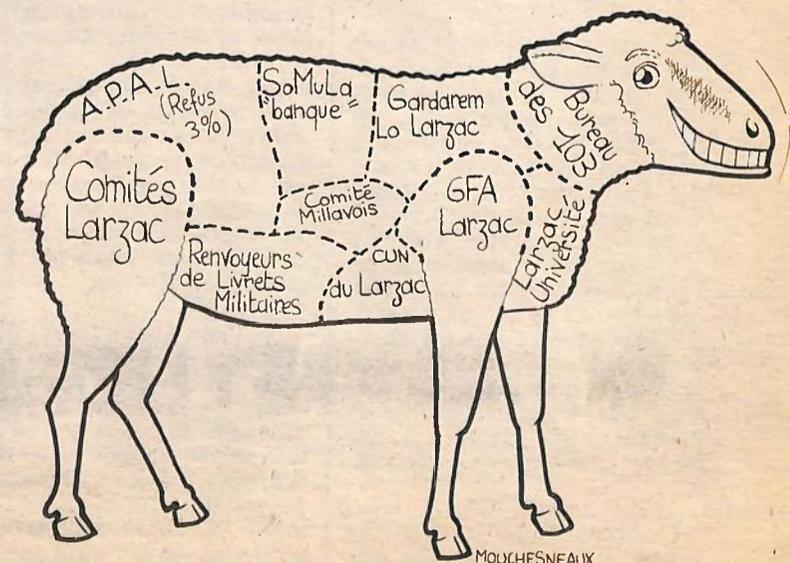
Larzac-Université

est seulement l'affaire de la petite poignée d'universitaires qui sont actifs sur le plateau depuis des années. Des projets comme le « groupe véto » (service coopératif vétérinaire); comme les recherches sur les énergies nouvelles, avec réalisations pratiques au Larzac; comme l'équipement de la Maison de « L.U. » à Montredon (adduction d'eau); comme la série de brochures populaires mettant en valeur le Larzac sous le signe de « l'année du

patrimoine », concernant tous les militants du Larzac.

Les Comités Larzac

représentent la principale force organisée du Mouvement du Larzac. Autre d'autres, ils ont aidé en 1079 aux Chantiers d'été (cf. G.O., 10 oct. 1979). Ils ont tenu en même temps des centres d'information par lesquels sont passés des dizaines de milliers de personnes. Ils développeront ces activités dans l'été 1980, notamment en ouvrant à Millau un nouveau centre d'information qui a beau-



coup fait défaut en 1979 - si possible avec l'aide du «comité millavois»...

Où en est le mouvement du Larzac dans son ensemble ?

Il reste solide. 400 personnes venues de toute la France, réunies pendant deux journées d'hiver, quel meilleur signe de santé ! Mais il n'est pas épargné par les incertitudes de l'heure, car les paysans sont eux-mêmes dans l'attente :

- au plan juridique : il y a de bons espoirs d'une cassation prochaine, car la signature du sous-préfet manque en bas de certaines pièces essentielles. Il faudrait tout reprendre depuis les arrêtés de cessibilité...

- au plan politique. Le Conseil général de l'Aveyron a mis sur pied une Commission d'enquête avec participation des élus locaux, des cadres de la profession agricole, des paysans du Larzac. On parle toujours d'un médiateur, ce qui aurait au moins l'avantage de désaisir de l'affaire le Ministère de la Défense Nationale. Les paysans sont aujourd'hui très solidement appuyés par les conseils municipaux de la région, qui viennent de s'engager à démissionner par protestation, provoquant ainsi en referendum déguisé. Beaucoup gardent donc, sur le plateau, l'espoir secret d'une reprise de la concertation, en vue d'une solution politique qui annulerait les effets de la procédure d'expropriation pourtant en voie d'achèvement.

- au plan financier. Que faire quand l'armée versera à la Caisse des Dépôts et Consignations le montant des indemnités d'expropriation (non encore) fixées par le juge ? Faut-il les prendre, ou les laisser rogner par l'inflation ? On a proposé de les verser au GFA général de l'Aveyron («G.F.A. 12») ce qui permettrait de financer l'installation de jeunes agriculteurs dans la région. De toute façon, les paysans ont accepté une expertise, tant les chiffres proposés par l'armée sont dérisoires : ils ne sont pas prêts à vendre leur départ, mais ils ne veulent pas non plus se résigner à la dévalorisation de leur outil de travail : position qui a resserré leur solidarité avec toute la profession agricole de la région, laquelle a demandé l'expertise.



Labourage sur des champs repris par l'armée (Photo Maillac).

Alors, on hésite, on cherche. Certains, dans un contexte de déroute des structures classiques de la gauche et de l'extrême-gauche, se replient vers un «Larzac-refuge» dont l'image est idéalisée. D'autres cherchent éperdument à «remobiliser» le mouvement de soutien au Larzac par un grand Rassemblement symbolique en 1980. D'autres demandent d'abord un débat politique, y compris dans «G.L.L.», sur les enjeux présents du Larzac. Le soutien régional reste vigoureux et s'est même renforcé, le soutien national est en régression depuis la «Marche» de novembre 1979. Pourquoi ?

On est en effet dans une période où les questions purement pratiques risquent de prendre le dessus : questions de fric pour les expropriés, questions de procédure. On est un peu dans l'expectative...

Et les discussions sur le programme de l'été 1980 s'en sont ressenties. L'A.G n'a pas toujours su décider, elle a un peu déçu !

Tout le monde a été d'accord pour continuer et amplifier les Chantiers de l'été 1979. Il faut renforcer le Larzac, montrer que les paysans peuvent et veulent y rester, que la vie y continue : réfection de routes et de bâtiments, reconstructions à La Blaquière et aux Marres, adductions d'eau, aménagement touristique de l'ancienne voie ferrée Le Vignan-L'Hospitalet. Chantiers au Nord et au Sud, à l'Est et à

l'Ouest : le Larzac affirmera ainsi sa cohésion indivisible.

On a aussi prévu de donner un large écho à la rencontre que le Cedetim tiendra à l'Ascension sur l'impérialisme français, et à celle qu tiendra Larzac-Université à la Pentecôte sur «liberté et dissidence». Pour l'été, on y voit moins clair. Tout le monde souhaite un temps «fort», pour conclure les chantiers, pour toucher largement la presse et la télé. Mais beaucoup craignent que le «Rassemblement» proposé avec insistance par certains ne tourne un peu à vide, qu'il ne soit qu'une répétition mécanique de ceux de 1973, 1974, 1977, sans être une offensive politique adaptée à la nouvelle situation. Alors on a beaucoup discuté, pour trouver «autre chose» :

- une manifestation culturelle avec de «grands noms», en liaison ou non avec le Festival que projette la municipalité de Millau

- une épreuve sportive de dérision, dont on parle au **Canard Enchaîné**. Ainsi, un marathon géant autour du camp actuel.

- une marche de l'Hospitalet à Tournemire, localité dont le Comité millavois a dénoncé la militarisation

- une rencontre des «luttés de base» : Plogoff, Golfech, les Sonacotra, le canal à grand gabarit et tant d'autres.

- un rassemblement pour les libertés, plus vaste que celui de la Pentecôte.

La coordination des Comités Larzac des 8 et 9 mars devra faire son choix...

Jean Chesneaux

PASSAGE DE LA FRONTIERE DES OBJECTEURS OP 20

Les trente marcheurs accompagnés d'une centaine de sympathisants et de parents d'objecteurs emprisonnés se sont présentés au poste frontière de La Chapelle, vendredi 1^{er} février à 17h30, après un bref rappel de leurs revendications. A la demande de présentation des papiers par la police des frontières, les objecteurs ont remis collectivement leurs cartes d'identité. La police a refusé le passage en groupe de la marche et exigé qu'il soit individuel.

Après passage sans problème d'une dizaine d'entre eux dont plusieurs «insoumis» OP 20 devant les douanes françaises et belges, la gendarmerie française abusant de façon inqualifiable de la différence entre douane et frontière réelle, a emmené de force dans une estafette François Guillaume, déclaré insoumis. Suite à cette arrestation arbitraire, un groupe de marcheurs et de sympathisants belges et français s'est assis autour de l'estafette.

Après un moment de confusion,

l'estafette a tenté de forcer le passage en les bousculant violemment, mais n'a pu faire que quelques mètres face à l'action pacifique et déterminée des opposants. Profitant de ces incidents, la gendarmerie a procédé à l'arrestation de deux autres «insoumis» OP 20 : Cecil Mercier et Michel Tallec qui n'avaient pas encore été autorisés à passer la frontière (momentanément fermée) et qui ont été immédiatement évacués. Après plus d'une heure de sitting et l'arrivée de renforts de gendarmerie, le colonel a donné l'ordre de dégager l'estafette, ce que les gendarmes ont fait sans ménagement, blessant l'un des marcheurs. Des journalistes ont été bousculés et le responsable du comité Ardennes Larzac violemment emmené menottes aux poignets.

Malgré ces arrestations, les marcheurs ont décidé de poursuivre comme prévu jusqu'en Hollande, où ils vont demander l'asile politique en raison des poursuites dont ils sont l'objet en France. Ces trois arrestations portent à dix sept le nombre d'objecteurs emprisonnés par l'armée.

Le Comité de soutien.



dessin de LEITER

SUITE LOGIQUE...

LE PELLERIN

Les embastillés de Fresnes (J.L. Nabineau, Marc Gautier, Yves Dauphin, André Diviani) n'ont pas le droit de recevoir de visites de l'extérieur (excepté père et mère strictement). Ainsi depuis plus de deux mois, certains n'ont vu personne que les copains subissant le même sort qu'eux.

Ils doivent ce régime de faveur très spécial à M. le Juge d'Instruction auprès du TPFA de Reuilly, M. Cuq. Ce monsieur en plus de sa bonté d'âme particulière, fait la sourde oreille à toutes les demandes, qu'elles émanent des familles ou de l'avocat. C'est jusqu'à présent le seul que nous connaissions à refuser ce droit élémentaire des prisonniers.

Nous pensons donc qu'une amicale pression, qu'un courrier abondant lui disant notre envie de revoir nos copains, que son bureau envahi de télégrammes... Alors écrivez (en recommandé) ou télégraphiez pour demander que le droit de visite soit accordé aux quatre susnommés à M. le Juge d'Instruction Cuq, TPFA de Paris rue de Reuilly, 75 012 Paris.

Le 17 décembre dernier, 34 antinucléaires comparaissent au tribunal de Nantes sous l'inculpation de la loi anti-casseurs. En juin 1977, à l'annonce du lourd verdict qui tombait sur cinq paysans Pellerin opposants à la centrale, ils étaient allés occuper la mairie en protestation. Heurts avec la police, accusations de brutalité envers les forces de l'ordre.

Deux ans et demi après, ils se retrouvaient en correctionnelle, tous ensemble, face à des juges singulièrement conciliants et compréhensifs, tout prêts à les laisser parler (voir GO n°293 du 2 janvier 80). Le jugement devait être rendu le 14 janvier : le tribunal s'est finalement déclaré incompétent, s'appuyant sur une jurisprudence antérieure. Pour un cas semblable, à Brault St Louis, la Cour d'Appel de Bordeaux avait fait de même. En fait, ce «délit» de destruction de registre est un «crime», passible de la Cour d'Assises.

Sans s'avancer trop, on peut présumer que la Justice n'ira pas jusque-là. Mais qui sait... A suivre, donc.

H.C.

En rentrant vers la ferme de l'hôpital (Photo Christian Weiss).



en avant vers une grève générale des femmes

Une belle idée cette idée de grève des femmes, une idée qui traîne dans un petit coin de notre tête, comme un besoin de rendre visible toutes ces petites luttes quotidiennes, partielles, mais qui font notre vie à toutes; de collectiviser toutes ces petites grèves isolées et insignifiantes, mais si fondamentales qu'elles déterminent la politique des Etats : quoi de plus

banal en effet qu'une femme qui refuse de faire des enfants, cette grève du ventre qui mène à une baisse catastrophique de la natalité, problème quasi insoluble pour ceux qui essaient de nous gouverner !

Mais comment faire pour que tous nos petits ruisseaux individuels convergent dans une grande rivière collective ?

En 1974 déjà, une grève de femmes, qui donna l'occasion à de très beaux textes de fleurir, mais qui faute de relais et de prise en charge par des femmes à un niveau très large, resta une initiative restreinte et parisienne.

Une belle idée, un grand projet... qui peut mettre en branle, si de nombreuses femmes la reprennent en charge partout où elles sont, une dynamique extraordinaire...

Néanmoins, un danger... la déception...

Quelques femmes issue du Collectif d'Organisation de la Marche du 6 octobre 79 pour l'avortement avaient pensé pouvoir proposer une grève nationale des femmes, « la grève de la production, la grève du travail à la maison, la grève de la reproduction ». Elles ont envoyé un texte à un certain nombre de groupes de femmes, qui appelaient, d'une manière que beaucoup ont trouvé sinon autoritaire, du moins « parachutée », à une grève générale des femmes pour le 7 mars 80, veille du 8 mars (qui tombe un samedi cette année !), journée traditionnelle et internationale de lutte des femmes.

Après réflexion et élargissement du débat, il est devenu évident que les trois semaines qui restent avant le 7 mars sont un délai plus qu'insuffisant pour penser collectivement la chose et l'organiser avec un maximum de pluralité et de démocratie. A la dernière réunion (qui était d'ailleurs la première réunion publique sur le projet à Paris !) ont participé, outre les femmes du Collectif du 6 octobre, des femmes d'horizons très divers : des femmes de groupes femmes entreprises et de la CFDT (Renault, ministères du Travail et de l'Équipement, Banques,...), des femmes du PSU, des femmes du courant G (féministe) du PS, de la librairie Carabosse, du collectif « Jamais Contentes » (pour le salaire contre le travail ménager),

la revue Remue-Ménage, ainsi que comme d'habitude des femmes tout simplement intéressées par le projet.

Réunion très riche de la confrontation des diversités, où on a mis en évidence les difficultés à faire une grève des femmes sur les lieux de travail salarié, mais aussi des tas de possibilités de transgresser la forme institutionnelle, syndicale de la grève dans ces lieux ; où le thème de la grève de ce travail qui nous colle le plus à la peau, au sens le plus physique de l'expression, le travail ménager, a été abordé de manière tout à fait intéressante, comme finalement le seul point d'articulation d'une grève des femmes sur l'ensemble de leur condition, y compris à l'intérieur du travail salarié.

A l'issue de cette réunion, une position commune a commencé à s'ébaucher : d'une part la mise en place d'un collectif spécifique pour l'organisation d'une grève des femmes, d'autre part sur le fait que les journées du 7 et 8 mars ne sauraient être l'échéance de cette grève générale et nationale, mais une première étape qui sera marquée par des initiatives qui restent encore à discuter et à définir, vers une grève dont la date sera décidée ultérieurement, en fonction probablement de l'état de diffusion du projet, et de sa reprise en charge par le plus grand nombre de femmes possible. La Gueule Ouverte rendra compte régulièrement de toutes les informations et tous les débats sur cette grève des femmes. Pour tous contacts, et surtout pour envoyer toutes vos idées et propositions, écrire à « Histoires d'Elles », 7 rue Mayet, 75 006 Paris, ou téléphoner au 806.74.99. La prochaine réunion du collectif aura lieu le jeudi 14 février à 20H30, au 46 rue de Vaugirard, 75 006 Paris.

Marie-Christine Gaffory

● La coordination des groupes femmes de la région parisienne qui s'est réunie à Paris le 5 février appelle les femmes à une manifestation dans les rues de Paris le 8 mars à 15 heures (le lieu n'est pas encore fixé), sur les thèmes suivants :

— pour le droit à l'emploi pour toutes les femmes, contre le retour au foyer que l'Etat veut imposer à travers la crise.

— pour la libre disposition de notre corps et la liberté de l'avortement pour toutes.

— contre la répression aux niveaux national et international. Cette manifestation sera régionale et n'a absolument pas l'intention d'être nationale, ni a fortiori internationale. Tous les groupes de femmes de province qui organisent des manifestations à l'occasion du 8 mars, de quelque nature qu'elles soient peuvent envoyer leurs informations à La

Gueule Ouverte qui les publiera (mais dépêchez-vous...)

D'autre part quelques réfractaires au travail et aux défilés (ouf ! ça change !), les paresseuses du 8 mars signent un texte où elles appellent toutes « celles qui en ont assez de marcher, qu'on a trop fait marcher et qui ne marchent plus » à se reposer le 8 mars, pour en faire non pas une journée de revendication du droit au travail, mais plutôt de pratique du droit à la paresse.

Bref, entre celles qui veulent du boulot, et celles qui traouvent qu'elles en font deux fois trop... c'est sûr, elles sont **jamais contentes**, et une fois encore elles le diront le 8 mars.

M.CH.G.



l'échappée belle

Manuel pratique des femmes face aux lois, aux flics, aux juges, réalisé par des femmes de Genève.

Parties de la constatation que les luttes de libération des femmes les amènent forcément, aussi bien dans la vie quotidienne que dans toute manifestation de lutte politique, à transgresser les lois et donc à se retrouver à tout moment nez à nez avec la répression (beurk caca boudin !), les femmes de ce collectif de Genève ont fait un travail aussi drôle, passionnant et vivant qu'extrêmement utile en ces temps difficiles de libéralisme avancé, judiciaire, européen et antiterroriste. Laissons-leur la parole : « Cette brochure est le fruit d'un vécu de transgression de la loi et d'un vécu de répression. Les femmes qui ont participé à sa rédaction, à la suite de nombreuses expériences « instructives » avec la police, la justice et la taule ont voulu les raconter et les analyser dans les petits détails pour en dégager un « savoir » et le transmettre à d'autres femmes... Il s'agit ici surtout des « petits délits », de ces multiples petites transgressions qui font parties de la vie de tout le monde (ou presque...). Le mur de la loi est vite et facilement franchi. Le mur derrière nous... et le territoire que nous trouvons et explorons de l'autre côté sera d'autant plus beau que si nous saurons y ruser. « De l'autre côté », mais armées de mille petites et grandes choses pour nous défendre, pour y trouver une liberté réelle et non une illusion.

Parce que nous sommes nous-mêmes des femmes qui par nos comportements, que ce soit dans notre vie quotidienne ou dans la lutte politique, sommes souvent confrontées à la répression; nous vivons sur le fil du rasoir et cela est la situation de très nombreuses femmes dans cette société.»

Au sommaire donc : la fauche, la défonce, l'homosexualité, dans la rue (manifestations, tracts, bombages, affichage etc.), face à la répression (flics, juges etc.), le viol, des informations sur les flics et les adresses utiles, « pour rappeler aux femmes quels sont leurs droits, et pour nous dire que nous n'avons plus à nous culpabiliser face aux flics et aux juges si nous avons violé la légalité ».

A noter que toutes les informations juridiques, l'organisation répressive et judiciaire ainsi que les adresses concernent spécifiquement la ville de Genève, même si l'ensemble de la brochure a de toutes façons un intérêt général, puisqu'à notre connaissance il s'agit de l'unique travail de ce type en langue française. Si cette initiative pouvait donner l'envie à des femmes ici de faire le même genre de travail pour ce qui concerne la France, ce serait une très bonne chose... Car c'est vraiment un bel exemple... à suivre... En attendant, si vous voulez vous procurer cette brochure écrivez à : « L'Echappée Belle, Case Postale 1227 Carouge Suisse ».

Marie-Christine Gaffory



drogués sur prescription

En France, des millions de personnes d'adonnent aux « drogues dures », sur prescription. Au hit-parade de la pharmacopée française, les superstars s'appellent « Valium », « Librium », « Tranxène ». Ici, il n'est plus question d'un phénomène bizarre ou du problème d'une minorité suicidaire, c'est 20% de la population qui se défonce. Voyons là plutôt une question collective, celle de l'avènement apparemment inéluctable d'une société psychochimique où chacun sera amené à consommer de plus en plus de drogues sous toutes leurs formes. Cette société est déjà là et la chasse au fumeur de H apparaît alors comme dérisoire.



- La mise au point de substances qui provoquent une pensée aberrante et des gestes impulsifs au point que le sujet se discrédite en public.

- La mise au point de procédés et de méthodes physiques qui provoquent l'amnésie sur des événements précédant et durant leur utilisation.

- La mise au point d'un produit-choc qu'on peut administrer en cachette dans les liquides, des aliments, des cigarettes, par aérosol... dont on pourrait se servir selon l'occasion.

- La mise au point de substances qu'on administrerait subrepticement selon les voies ci-dessus et qui, à très faibles doses, empêcherait toute personne d'accomplir une activité physique quelconque...

LE CONTRÔLE CHIMIQUE DU COMPORTEMENT

Ainsi 20% de la population française trouvent dans les médicaments psychotropes le ressort nécessaire pour survivre. Les grands laboratoires pharmaceutiques français,

parmi lesquels il faut citer Hoffmann-Laroche et Sandoz pour les psychotropes ont eux aussi leurs programmes. Les substances qu'ils mettent sur le marché pour « réduire la turbulence diurne et nocturne des vieillards » ou pour « lutter contre le mal des grands ensembles », ou encore pour « parer aux contraintes de la vie familiale » ont l'assentissement du Ministère de la Santé. Tout médicament est soumis à la délivrance d'une « autorisation de mise sur le marché », sans quoi il ne peut y avoir d'existence légale. Le H n'a aucune existence légale, c'est un psychotrope-pirate. On pourrait se demander pourquoi. Sans doute que sa « conscientisation thérapeutique » est très mal prise du pouvoir, que cette drogue-là permet à certains individus de lever leurs inhibitions, de mettre en question leur mode de vie, leurs références morales et politiques, leur environnement matériel et social. On ne peut pas en dire autant du « Valium » et autres consorts.

Mandrin

Les substances psychotropes regroupent tous les produits, qu'ils soient naturels ou synthétiques, dont les molécules chimiques exercent une « action modifiant le cours de la pensée et du comportement ». En France, des millions de personnes s'adonnent aux « drogues dures », sur prescriptions. Quelles sont les raisons de cette consommation démentielle de tranquillisants ? La première est économique. C'est la raison des grands trusts pharmaceutiques, autrement dit du profit. Ces multinationales de la Santé ont un pouvoir immense face auquel même les Etats sont démunis. Pour obtenir de nouveaux médicaments à bons prix, on n'hésite pas à se conduire en truand : à exercer un chantage dans lequel, otages sans le savoir, des milliers de malades en attente d'un soulagement, d'une guérison, servent de moyen de pression auprès des pouvoirs publics. Le succès du « Librium » et du « Valium » s'explique par leur efficacité à résoudre des problèmes sociaux. S'ils apparaissent comme un acquis positif auprès de nombreux médecins et du grand public, c'est qu'ils s'inscrivent dans l'idéologie dominante : la rentabilité à tout prix pour assurer un développement économique ininterrompu, fut-il absurde. Des mé-

dicaments sont lancés chaque année sur le marché, capables de remettre sur pied un travailleur abruti, un cadre surmené. Pour conserver son bien-être, le « malade » est condamné à avoir perpétuellement recours aux tranquillisants, ou bien à changer de vie. La première alternative est la plus facile. Mais elle crée une dépendance et elle infantilise.

Les médecins portent une grande part de responsabilité dans l'abus des tranquillisants. Si les pharmacies familiales regorgent de calmants de toutes sortes, il faut bien que quelqu'un les ait prescrit. Nul ne peut ignorer l'usage qui en est fait. Il est notoire que dans les asiles, on mate les insolents à coup de pilules. Dans les maisons de correction ou Foyers, les écoles, les garderies certains n'hésitent plus à préserver leur tranquillité en « tranquilisant » les enfants et les adolescents turbulents ou révoltés dont ils ont la charge. Dans les prisons allemandes, on pratique la castration chimique sur les délinquants sexuels. Dans les prisons françaises, la consommation des tranquillisants augmente sans cesse. **Le Monde** publiait qu'à la prison de Fresnes, elle était passée de 267.000 comprimés en 75 à 301.000 en 77, pour 2450 détenus. Plus fort, aux

USA, le Kentucky a, le 11 mai 77, adopté une procédure qui consiste à **supprimer le caractère spectaculaire et sanglant** de la peine de mort par guillotine en la remplaçant par « l'injection directe de produit toxique » tel que le Penthotal à hautes doses.

Les tranquillisants sont en passe de devenir les moyens de répression privilégiés pour redresser toutes les déviances.

POLICE CHIMIQUE INTERNATIONALE

Plus inquiétant encore est l'intérêt excessif que portent certains régimes politiques aux effets des drogues sur le cerveau humain afin d'en ériger leur usage en mode de gouvernement. Des hopitaux psychiatriques soviétiques aux programmes secrets de la CIA, sans oublier les chambres de tortures uruguayennes où oeuvrent quelques psychiatres débilés, les exemples ne manquent pas de ce que A. Huxley envisageait à travers une fiction dans « Le Meilleur des Mondes ». Dans un autre ouvrage, « l'Homme Programmé », Alan W. Scheffin et Edouard M. Opkon ont révélé l'existence de nombreux programmes de recherches commandités par la CIA à des hopitaux américains et qui se fixent pour objectifs (entre autres) :

LES PSYCHOTROPES EN DEUX TABLEAUX





Depuis le 1^{er} janvier Emma Bonino, député radicale au Parlement Européen, est en sous-alimentation. C'est-à-dire qu'elle ne consomme que sept cents calories par jour. Aujourd'hui ils sont soixante-dix Italiens. Objectif de cette campagne : réclamer certaines mesures concrètes permettant de lutter contre l'extermination par la faim dans le monde.

entretien avec EMMA

BONINO

GO : Depuis plus d'un an, vous lancez initiatives après initiatives sur le thème de la faim dans le monde : grèves de la faim de Marco Pannella, marche de Pâques sur le Vatican, ... Peut-on préciser le sens général de votre intervention et les moyens que vous mettez en oeuvre dans cette campagne ?

Au mois de septembre nous avons obtenu la convocation du Parlement Italien en séance extraordinaire (le seul précédent est une convocation lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie). Le débat a porté uniquement sur l'extermination par la faim dans le monde. Nous avons engagé le gouvernement italien à doubler l'aide officielle au développement en lui demandant de préparer dans les plus brefs délais un plan d'intervention immédiate qui soit soumis à l'examen du Parlement. Nous attendons encore... C'est pourquoi nous avons décidé à Noël de cette campagne de sous-alimentation pour pousser, entre autre, le gouvernement italien à respecter ses engagements.

En octobre, nous avons imposé un débat au Parlement Européen. Celui-ci a voté la mesure des 0,47% du Produit National Brut (ce qui n'est pas nouveau, l'ONU votant cette résolution depuis 1970). Mais cette session a été reconnue comme préparatoire à un prochain débat (qui sera en mesure de prendre des mesures concrètes). Celui-ci est actuellement préparé par la rédaction de rapports et des consultations publiques (hearing) entre experts et hommes politiques doivent être organisées. L'inscription à l'ordre du jour de Strasbourg est faite pour avril.

Au cours de la même session, nous avons également voté contre le budget de la Communauté car les subventions d'aide au Tiers-Monde (qui étaient déjà maigres) avaient diminué par rapport à l'année passée. Au mois d'avril, nous devons aussi discuter du budget italien. Les mois d'avril et mai sont donc des échéances institutionnelles importantes pour nous.

Le but de cette campagne est de nous permettre d'aborder ces échéances avec le maximum d'atouts. Il y a des possibilités réelles



de déterminer un changement de ligne politique, non pas de résoudre le problème mais de faire un petit pas dans une direction différentes.

Comment arriver à des résultats concrets ? Je ne crois pas tellement aux colloques avec les bureaucrates, les experts ou les gouvernements. S'il n'y a pas une demande de l'opinion publique, rien ne change. Sans cela, nous ne pourrions pas mettre les institutions au service de quelques thèmes majeurs. Il faut que les gens se fassent, se rendent compte que le problème du Tiers-Monde ne se règlera pas par la charité, en devenant nous mêmes plus pauvres. C'est un problème de changement général de système de vie. Il faut évidemment nous remettre en cause : il n'y a aucune raison de bouffer au mois de janvier des fraises tunisiennes, empêchant ainsi ce pays de produire les aliments dont il aurait lui-même besoin.

Pays mal-développés et pays en voie de mal-développement ou bien s'en sortiront ensemble, ou bien crèveront ensemble car le système n'a pas de prospective. Cela fait dix ans que l'on parle

d'un nouvel ordre économique international. Très bien, mais il faut le faire. La première chose, c'est informer les gens pour que ces changements deviennent possibles.

Quelles sont les autres échéances, non institutionnelles, que vous vous êtes fixés dans cette campagne ?

Nous avons déclaré une semaine de mobilisation du 30 mars au 7 avril. Nous voulons arriver à impulser au 30 mars la première grève de la faim de masse d'une semaine. Nous avons d'autres demandes institutionnelles, axées sur l'information. Nous réclamons dix jours de deuil national pour obliger cinquante millions de citoyens italiens à se demander qui est mort. Ce sera d'une masse de gens que nous prendrons le deuil, et non pas comme à l'habitude d'une personnalité. Nous demandons aussi une semaine de débats et d'information dans les écoles, ainsi qu'une semaine d'émission sur ce thème à la télévision. Nous ne voulons pas encore une fois voir des images de gosses aux ventres ballonnés par la faim ou la malnutrition. Nous voulons des débats sur les solutions envisageables, sur

les responsabilités des pays développés (c'est à dire mal-développés) dans ce que le Tiers-Monde est devenu et deviendra. Après, il faudra débattre sur les solutions possibles.

Il y a deux mythes qu'il faut combattre : celui qui affirme qu'il n'y a pas assez d'aliments dans le monde (même la Banque Mondiale affirme le contraire) et celui de la surpopulation du Tiers-Monde (à qui nous demandons de faire moins d'enfants, pour que nous, soi-disants «civilisés», puissions assurer notre descendance).

Certains voudront continuer l'aide alimentaire. En principe je ne suis pas opposée à cela, mais je suis farouchement contre ce qu'elle est devenue. Nous ne faisons pas de l'aide alimentaire, nous nous débarassons de nos surplus (de lait et de beurre en particulier pour la CEE) et ce pour des raisons politiques. L'aide alimentaire est aujourd'hui une véritable «arme alimentaire». C'est ce qu'ont parfaitement reconnu les députés américains quand ils ont débattu de la loi sur les «aliments pour la paix» : celle-ci constituait à leurs yeux l'un des moyens d'assurer la

sécurité, comme ils disent.

Le problème n'est tant de supprimer l'aide alimentaire, que de l'accompagner d'une aide structurelle. Par exemple, beaucoup de pays n'ont pas la possibilité de distribuer l'aide qui arrive dans leurs ports, et qui ne servira donc qu'aux grandes villes, à la bourgeoisie ou aux militaires. Les pauvres n'auront rien, soit parce que la volonté politique d'arriver jusqu'aux campagnes n'existe pas, soit parce qu'ils y a des problèmes pratiques de distribution. Il faut donc faire également de l'aide technologiquement douce.

Ne faudrait-il pas aussi penser à «faire le ménage» chez nous, dans nos économies ?

Bien sûr. Par exemple, il ne faut peut-être plus produire de surplus. Nous payons le beurre très cher, malgré le fait que la production est trop élevée, et, pour permettre au paysan de vivre, nous lui versons une aide. Nous payons donc le beurre deux fois. Peut-on aussi continuer à produire du beurre sans programmation ? On arrive ainsi au coeur du problème.

Notre colonisation n'a pas été seulement économique : elle a également été culturelle. Nous avons fait comme si ce qui était bon pour le Nord était bon pour le Sud. Ce qui était bon pour les Etats-Unis devait être bon pour le Bangladesh. Cette politique ne marche même pas en Italie, où ce qui est bon pour le Piémont n'est pas forcément bon pour la Sicile. Par exemple, le système agricole américain peut marcher si il y a beaucoup de terres et peu de main d'oeuvre, mais il est inadapté au Bengladesh où il y a peu de terres et beaucoup de main d'oeuvre. Nous avons donc accéléré la paupérisation du Tiers-Monde pour notre seul bénéfice, ou plutôt pour celui de quelques multinationales. Nous avons surtout obtenu un gain politique.

Certains affirment que l'on a fait tout ce que l'on pouvait. Alors on l'a mal fait, car on crève plus de faim qu'il y a dix ans. En fait de transfert technologique, on transfère le nucléaire, ce qui n'est pas fait pour favoriser la démocratie dans des pays qui sont déjà très centralisés. Dans les pays qui

possèdent le nucléaire centralisé, un seul stockage alimentaire, nous devons contribuer à diffuser les autonomies pour que le problème de la diffusion des produits en cas de besoin ne constitue plus une menace politique et une dépendance de tous les jours. La démocratie ne passe pas seulement par l'appropriation des moyens de production. De plus, en exportant des technologies dures, nous exportons aussi des experts au savoir très sophistiqué, ce qui renforce la dépendance.

Vous demandez le doublement de l'aide officielle italienne. Par quels moyens pourra-t-on s'assurer de la bonne affectation des sommes ainsi dégagées ?

Dans le cadre de l'ONU se sont créées d'énormes bureaucraties, par exemple la FAO qui a six mille fonctionnaires à Rome, qui ont le problème de se survivre à elles-mêmes. Mais il y a d'autres organisations qui sont multi-latérales (c'est à dire que la parité des pays du Tiers-Monde est assurée) qui n'ont pas tellement de bureaucratie, qui ont des idées qui ne sont pas mal, par exemple celle des «stratégies alimentaires». Cette dernière proposition a été lancée par le Conseil Mondial de l'Alimentation et ces stratégies sont aujourd'hui réclamées par vingt cinq pays du Tiers-Monde. D'autres propositions des pays sous-développés (le fond mondial de matières premières, le fond de réserve du blé à prix stable) se heurtent toujours à l'argument financier. Le problème est donc de savoir à qui nous devons affecter ces fonds.

Il faut emmener le Tiers-Monde à avoir plus de courage et de force. Si nous faisons tomber l'argument financier, cela sera plus facile. Ils pourront ainsi imposer beaucoup mieux leurs solutions. Si on a de l'argent, on doit beaucoup plus écouter la voix du Tiers-Monde qui sait mieux que nous, je crois, les dégâts qu'on a fait là-bas et les solutions possibles. Je suis contre l'aide bilatérale parce que c'est une forme de néo-colonialisme. Il faut évidemment changer les organismes multi-matéraux et la seule façon de le faire c'est de donner toujours plus de pouvoir aux pays du Tiers-Monde. C'est en cela qu'une ligne d'action qui ne soit plus pro-américaine peut avoir un certain poids.

Aujourd'hui, tout le monde parle de désarmement. Il faudrait peut-être concrétiser cela. Bien sûr, le but final, pour nous, est qu'il n'y ait plus d'armées et plus d'armes, mais cela ne doit pas nous empêcher de faire des petits pas dans la bonne direction. Pourquoi ne pas employer des structures, dont le financement est déjà dans le budget militaire, pour démilitariser des corps dont la gestion serait confiée à un organisme multi-latéral (par exemple la CEE et les pays du Tiers-Monde) ? Je donnerais un exemple simple. J'ai découvert que les frais de transport, même ceux concernant l'aide alimentaire, qui représentent des chiffres astronomiques sont payés par les pays du Tiers-Monde. Ils doivent se servir des bateaux des Etats-Unis, quand ceux-ci sont disponibles. Pourquoi ne pas utiliser des bateaux militaires ou ex-militaires ? Cela constituerait une force de transport gratuite gérée par la CEE ? Nous payons cher les bateaux italiens pour qu'ils fassent des exercices, par exemple de lutte contre les tremblements de terre. Pourquoi faire semblant ? Pourquoi ne pas intervenir sur un tremblement de



terre réel ?

J'ai demandé au Parlement Européen de faire une recherche pour connaître le montant des sommes affectées par les pays du Tiers-Monde au transport des matières premières en provenance de la CEE. S'ils n'avaient pas ces sommes à payer, ils pourraient investir dans les stratégies alimentaires. Une autre possibilité est d'annuler les dettes du Tiers-Monde ; cela nécessite aucune étude, c'est très simple. Ce n'est qu'une question de volonté politique. Maintenant, ce que l'on sait c'est ce qu'il ne faut plus faire. Mais on peut commencer à faire ce que j'ai indiqué. Si les gens sont correctement informés, ils comprendront ce que je dis.

Les revendications que vous faites s'adressent pour la plupart aux gouvernements. N'est-ce pas ignorer le pouvoir démesuré des multinationales et la faiblesse de nos institutions devant leurs agissements ?

C'est un problème très difficile, non pas dans l'analyse du mal que les multinationales ont fait, mais dans celles des solutions possibles. Si certains pays impulsent des stratégies alimentaires, donc la production de produits vivriers locaux, alors ils ne devront plus importer complètement leur nourriture. Aujourd'hui, les meilleures terres sont destinées aux cultures d'exportation des multinationales qui investissent plus dans le coton que dans le mil. Pour arriver à l'auto-suffisance alimentaire, il faudra cultiver plus de terres de meilleure qualité.

La seule possibilité réelle contre les multinationales est de suivre un chemin détourné. Ainsi leur laisser moins de terres. Il y a d'autres choses à faire. Quelqu'un a proposé une carte des droits de l'homme économiques. C'est une très bonne idée qu'il faut articuler. Le droit à l'alimentation est le premier des droits. Les produits qui sont bannis dans les pays mal-

développés devrait l'être également dans les pays en voie de mal-développement. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Autre idée : que les multinationales payent une taxe aux pays qui les hébergent.

Il faut faire une campagne de dénonciation des multinationales, en commençant par dénoncer les effets de celles-ci dans les pays développés. Tel est par exemple le projet de Ralph Nader aux USA. Il faut faire comprendre aux gens que les grandes machines industrielles ne sont pas rentables pour eux.

Seul un chemin détourné pourra empêcher ou défavoriser la monoculture. Le plus grave drame des pays du Tiers-Monde, c'est que beaucoup d'entre eux ont été convaincu de faire de la monoculture, dont les engrais coûtent chers, et qui n'est destinée qu'à l'exportation, dépendant ainsi des cours mondiaux dont ces pays n'ont pas la maîtrise. Au Bengladesh, ils produisent du jute, dont le cours est très bas, ce qui ne leur permet pas d'acheter des aliments pour eux-mêmes.

Comment réagissent les classes politiques italiennes et européennes ?

La classe politique européenne a reconnu que c'était la catastrophe et qu'il fallait faire quelque chose. Le prochain stade c'est bien sûr de faire effectivement quelque chose. Certains disent que la faute incombe aux pays du Tiers-Monde. Ils oublient que jusqu'en 1914, ces pays étaient exportateurs d'aliments, alors qu'aujourd'hui ils dépendent pour 40 ou 50% des exportations du Nord. Il y aura donc un grand débat sur la manière d'aborder ces thèmes et d'y apporter des solutions.

Les thèmes les plus importants sont le transfert technologique, le Fonds Monétaire International, le problème des matières premières. Nous ne pourrions pas avoir de nouveau le débat d'octobre où tout le monde était d'accord sur le fait qu'il fallait faire quelque chose. Ici émergera le grand thème : que faire ? Il y a des visions qui sont totalement différentes. Certains disent que seule la révolution socialiste pourra changer

quelque chose. Je ne suis pas de ceux là. D'autres disent qu'il faut continuer sur notre lancée, mais en faire plus. Je dis qu'il faut sûrement faire plus, mais qu'il faut surtout faire différemment.

Les députés radicaux soutiennent la mission de «Médecins sans frontières» au Cambodge, actuellement bloquée. Comment réagissez-vous aux vives critiques d'ingérence qui ont été formulées contre ce projet ?

Il n'y a aucune raison de stopper «Médecins sans frontières». S'il y

a des médecins au Cambodge, comme certains l'affirment, leur mission pourra revenir. Il y a une situation extrêmement grave et chronique dans tout le Tiers-Monde, mais c'est vrai qu'il y a aussi des désastres, des situations plus dramatiques encore. Il faut faire une échelle même dans la mort. Un million de morts dénote une situation plus grave que cent mille morts. Nous sommes obligés de faire des choix sur la mort, et donc de considérer que cent mille morts, c'est peu.

Il y a des situations très graves qui peuvent être météorologiques. Mais il ne faut pas oublier que chaque tremblement de terre n'entraîne pas automatiquement des milliers de morts de faim parce que, dans certains pays, la possibilité sociale de secours existe. La sécheresse sévit constamment en Arizona, pourtant personne n'y meurt de faim. Une catastrophe naturelle ne devient vraiment désastreuse que dans les pays qui vivent un déséquilibre et une précarité affreuse. Le problème réel est là.

Il y a aussi des désastres politiques. Il y a le Cambodge, mais il y a aussi Timor. Ex-colonie portugaise qui accède à l'indépendance en 1975, elle est immédiatement envahie par l'Indonésie. Timor avait une population de 600.000 personnes, aujourd'hui elle est de 300.000. Personne n'est admis à rentrer. Mais Timor n'est pas devenu un thème public comme, dernièrement, l'Afghanistan. Ce qui s'explique par le fait que la France, l'Allemagne et les USA fournissent en armes l'Indonésie. C'est un problème sur lequel il faut intervenir, et nous sommes en train de réfléchir aux modalités concrètes de cette intervention.

Propos recueillis par Marc Thivolle





Le Foyer de l'Ecole (Photo H. Crié)

Ils auraient voulu entourer le bonheur de structures

Une école parallèle qui n'est pas réservée aux enfants, une alternative à la voie traditionnelle du lycée. L'Ecole et la Ville a fait naître en moi le regret de ne pas l'avoir connue lorsque j'avais 18 ans. Puisqu'il y avait autre chose de possible ! Mais le possible n'est pas toujours parfait, et bien des interrogations demeurent.



Les murs sous l'arbre de l'école (Photo H. Crié)

Métro, autobus, plade de l'Opéra. Trois étages à grimper dans un immeuble qui n'a surtout rien de scolaire, et j'attends dans le « foyer » aux murs fleuris de peintures de l'Ecole et la Ville. Un peu gênée, tout de même. Ces quinze regards adolescents qui se posent sur moi, sans trop faire attention, bien sûr, mais n'empêche ! Geraldine est dans une salle au fond, en plein cours de philo, avec sept-huit jeunes. Ça m'embête des les déranger, mais il paraît (on m'a prévenue) que ce n'est pas grave. « Oh rien... Je voudrais juste discuter un peu avec toi au sujet de Sandwich. Comme t'as bossé à Libé, t'as peut-être des choses à me dire. » En effet, je n'avais pas besoin d'avoir peur d'ennuyer qui que ce soit : elle leur demande s'ils sont d'accord pour bosser sans elle une petite demi-heure (ben oui, ils veulent bien), et on descend au bistrot en bas.

Ça ne rate pas : vingt minutes plus tard, ils sont presque tous là, autour du flipper. Adieu la philo en solitaires ! Quand j'étais en terminale, moi, sans prof dans la salle de cours, je n'y serais pas non plus restée cinq minutes. Enfin, j'étais dans un bahut tout ce qu'il y avait de plus classique !

Décidément, cette école pas tout à fait comme les autres m'intéresse. Jusque là, si j'entendais « école parallèle », j'évoquais des petits gamins de 4 à 10 ans en liberté pédagogique, en situation « d'ouverture sur la vie », comme disent les adultes qui ont ça en main. A l'Ecole et la Ville, pas de maternelle ni de primaire. Tout dans le secondaire ; jusqu'au bac en passant par le BEPC. Environ 80 adolescents de 13 à 18 ans, pratiquement tous issus de l'enseignement traditionnel. Une classe de « niveaux » qui regroupe les 6ème, 5ème, 4ème ; une 3ème, et les 2ème, 1ère, et terminales A, B, D. « Avant il existait une section C, mais c'est fini, il n'y avait pas assez d'élèves. Et puis c'est une section où il faut trop bosser » m'a confié un ancien élève. On reviendra là-dessus.

Schématiquement, parce que ce n'est pas si simple en fait, l'Ecole et la Ville fonctionne de la façon suivante : la scolarité coûte 800F par mois, somme qui est parfois modulée en fonction des revenus des parents. Les professeurs sont tout juste payés au SMIC. L'Ecole n'a pas d'agrément de l'Education Nationale ; elle est totalement privée. Mais elle n'a pas de propriétaires, ni de directeur. Les élèves, les parents et les professeurs sont collectivement responsables et assument les tâches matérielles et administratives. Ni les cours ni les activités ne sont obligatoires pour les élèves. Tous les jeudi, une assemblée générale réunit l'Ecole ; les problèmes sont évoqués et discutés en commun.

Ce jeudi-là, justement, il y avait du monde rassemblé dans le foyer. C'était en quelque sorte une réunion-bilan récapitulative. Un prof ouvrit le feu en déclarant : « Il est exclu que je remplisse des livrets scolaires pour des gens que je n'aurais jamais vu dans l'année. Ce n'est pas un chantage ». Pas trop de réactions dans la salle, le problème a dû déjà être débattu maintes fois. Aujourd'hui, on se contentera donc de pointer en commun les élèves-fantômes, ceux qui n'ont pas l'air de s'intéresser outre mesure aux cours et à l'examen. Ben oui, ça a beau être une école parallèle, ou différente, comme on veut l'appeler, l'objectif pour les élèves (et pour les parents qui les y envoient) est manifestement le bac.

Deuxième phase de l'A.G., les problè-

mes de fonctionnement, classe par classe. Les « niveaux » rouspètent contre le saccage (par eux-mêmes) permanent du local. « Faut pas déconner, on est bruyant parce qu'on nous asticote tout le temps ». A part ça, Marie-Christine veut repeindre les murs. Les 3ème réclament une heure de physique en plus, les secondes la possibilité de voir plus souvent leur prof de français qui se fait rare ces temps derniers.

« Et puis il y a un autre problème : certains profs veulent faire cours au bistrot. On n'est pas d'accord. Ou alors, ils nous payent notre consommation. On n'a pas d'argent. »

Petit point d'ordre : au cas où personne ne s'en serait aperçu, il y a deux personnes étrangères dans la salle : un prof de l'Université de Vincennes, qui demande la permission de venir travailler ici avec un groupe d'étudiants sur le thème « dialogue entre jeunes et adultes » ; et moi. Moui... pas de curiosité excessive. On est là, très bien. Observons tout ce qu'on veut, ils en ont vu d'autres.

Les fouteurs de merde n'ont plus d'intérêt

A force de me voir revenir, on ne fait plus très attention à moi. Mais pointement, entre la préparation de la fête des terminales et l'examen des dossiers scolaires avec Manuel, le prof qui s'est « responsabilisé » là-dessus, on me lâche des éléments de comparaison avec « avant ». « Le bahut, je ne supportais plus. J'ai été vidé à la fin de ma 1ère ; normal, fallait voir la merde que je foutais là-bas. Ici (il rigole) pourquoi je metrais le souk ? Contre qui, contre quoi ? C'est vrai qu'à la limite, ce n'est même plus drôle. Non, sérieusement, on a autre chose à faire que d'emmerder le monde. Si on ne se plait pas là, on reste chez nous, c'est tout. »

Lui sort d'un lycée normal, mais beaucoup d'élèves de l'Ecole et la Ville viennent de boîtes privées. Parfois la démarche qui les conduit ici est volontaire : ils sont à la recherche d'un endroit « autre », ils veulent essayer un autre cadre scolaire. Eux ou leurs parents, d'ailleurs. L'idée n'est pas toujours à l'origine des jeunes. Pour d'autres, qui y atterrisent après d'innombrables échecs scolaires, poussés par leurs parents qui ne savent plus où les mettre, l'Ecole représente une belle aire de repos psychique.

Laurent repique sa terminale, il a rouspété son bac en 79 ; Marc est un ancien, il a quitté en 78 - à présent il travaille en intérim. « Beaucoup d'élèves s'en vont en terminale parce qu'ils n'arrivent pas à bosser ici. Il faut vraiment beaucoup investir personnellement, et être motivé. Quand on a passé 10 ans dans un système normal, c'est dur de changer notre fonctionnement par rapport aux cours, à ce qu'on attend des profs, au travail personnel qu'on doit fournir. Quand tu es libre de ne pas venir, bien souvent tu ne viens pas. »

— Mais ce mode de fonctionnement, ce sont aussi les élèves qui l'ont choisi.

— En fait, on l'a accepté, parce que cela nous semblait mieux que ce qu'on avait connu avant. Evidemment, quand on arrive d'un lycée classique, on est émerveillé, on a plein d'idées. Ça retombe vite, ce dynamisme. Le système proposé l'a été au départ par les profs. Qu'ils le voulaient ou non, l'idée n'est pas de nous.

— Tu veux dire que tu as besoin de profs qui impulsent l'animation de ce lieu où vous vivez toute la journée ? Pas moyen que vous fonctionniez à égalité d'efforts avec eux ?

— Dans l'idéal, il y a sûrement moyen. Mais je crois qu'à 16 ans, quand tu viens ici, ce n'est pas forcément pour bosser. Il faudrait peut-être que les profs poussent plus à la roue.

— C'est justement ce rôle d'animateur qu'ils veulent remettre en cause. Ils doivent attendre beaucoup des élèves, sinon ils iraient enseigner dans un circuit traditionnel.

— Pas facile de résoudre ces contradictions. Eux attendent de nous qu'on se bouge un peu ; nous on attend d'eux un appui d'adultes... même si on le dit pas clairement.

— Tu vas trouver que je suis drôlement critique et pessimiste, avec ce que je vais te dire. Pourtant j'ai passé de chouettes moments dans cette école. Tu vois, par rapport à un bahut normal, l'ouverture sur l'extérieur n'est même pas évidente. Pourtant je crois que c'est un des objectifs principaux des écoles parallèles. Tant qu'on est à l'intérieur, on est libre, complètement. Mais quand on sort, on ne sait plus, on a un peu peur. Je crois qu'on s'y sent trop bien, trop protégé. C'est peut-être pour ça que des gens y traînent, ratent leur bac. Le monde du travail doit fiche la trouille à plus d'un parmi nous. L'école est un cocon, un milieu fermé.

En attendant on lit Libé

J'avais ressenti quelque chose comme ça, en effet, à force de traîner et de discuter avec profs et élèves. Ils lisaient tous Libé et avaient l'air bien dans le coup, question politique et actualité sociale. Plutôt mieux, même, que la plupart des adolescents d'habitude. Mais au moment où le mouvement des lycéens en grève battait son plein, où les manifs des LEP envahissaient les rues de Paris, à peine quelques jeunes de l'Ecole et la Ville y étaient allés. Petit exemple que ma vision personnelle projetée peut-être sur un plan plus important qu'il ne l'est. Mais ils semblaient pas mal à l'abri des affrontements habituels que doivent se coltiner la plupart des jeunes qui n'ont pas la chance d'avoir des parents un peu conscientisés, respectueux de la personnalité et des desirs des mômes. Marc ajoutait quand même, méfiant : « Des parents « de gauche » mettent leur gosse à cette école par démarche politique, puis se déchargent complètement après. C'est dégueulasse. »

Cette dame dont le fils est en terminale ne semble pas se « décharger » de sa responsabilité. Elle et son mari n'étaient plus d'accord avec l'enseignement au lycée où était leur fils. Ils lui ont proposé l'Ecole et la Ville et il n'a pas dit non. « Nous regrettons que les professeurs n'aient pas trouvé le moyen de motiver davantage les enfants à travailler. Mais c'est vrai qu'ils nous avaient prévenus au début. En tout cas, même si ce n'est pas une réussite absolue sur le plan scolaire, c'en est une sur le plan de la personnalité de notre fils, qui s'est complètement ouvert, est devenu bien plus sociable qu'avant, moins timide. Et c'est bien plus important que tout le reste. »

« Le fils » rigole, et me raconte que

ses parents avaient vu France, il y a quelques années. C'est elle qui les avait décidé. France appartenait à l'équipe de fondation de l'Ecole, rassemblée en 73 par Ackerman, autour d'un projet d'intégration de l'enseignement dans le cadre urbain. « L'idée d'Ackerman était que Paris débordait d'activités, non utilisées pour la plupart. Il fallait créer une école secondaire et l'ouvrir sur la ville. On a fonctionné avec lui comme directeur jusqu'en 75 ; puis, à la suite de mésententes, il est parti. Jusque là, il y avait donc un vrai responsable, qui orientait l'Ecole selon ses vues, mais qui se coltinait aussi tous les problèmes administratifs. Pour l'équipe qui décidait de reprendre l'école en autogestion complète, avec les élèves et les parents, c'était vraiment une expérience intéressante ;



en même temps, ça démystifiait pour nous le juridique et l'administratif.

Donc, en 75-76, l'Ecole redémarrait sur de nouvelles bases. Le hic, c'est que des profs s'investissaient plus que d'autres, déjà. Normal : on n'était plus une équipe originelle, soudée autour d'un projet collectif de départ. Toutes les structures étaient ouvertes. Les élèves pouvaient s'investir. Mais ce n'était pas facile ; il aurait fallu les motiver dans ce sens. Dans ce genre d'école, au niveau des idées, c'est toujours bouillonnant. Au niveau de la réalisation, c'est autre chose. Quand quelque chose n'aboutit pas, au lieu de creuser et de s'obstiner, on passe à un autre projet. Dommage ! C'est ainsi que peu à peu on laisse tomber toutes les options qu'on avait prises au départ : ouvrir réellement l'école sur la ville, sur les activités créatrices, sur l'apprentissage de la vie.

Je suis partie parce que mon désir de recherche pédagogique n'aboutissait plus. Les crises internes n'étaient pas étudiées ; j'avais l'impression que les gens (aussi bien les profs que les élèves) venaient à l'école chercher la solution à un problème personnel. Des nouveaux arrivaient sans cesse, et les mêmes problèmes ressurgissaient interminablement.

Telle que l'Ecole existe maintenant, je pense que c'est quand même un lieu où l'élève peut souffler. S'il ne reste pas trop longtemps, ça peut être une année de bilan lui permettant de réfléchir sur beaucoup de choses, et de se retrouver peut-être plus adulte ensuite.

Quand l'enthousiasme fait défaut

Moi aussi, j'avais besoin de souffler. Les problèmes de la pédagogie moderne commençaient à me poser de sérieux problèmes de réflexion personnelle. C'était bien ou c'était pas bien, l'Ecole et la Ville ? Il me fallait à tout prix un jugement de valeur ! Je fonçais à un cours mixte de philo et science conjugués pour me replonger dans la réalité du terrain. Ils avaient l'air fatigué, les deux profs ; ils n'avaient pas tellement préparé leur cours ; mais ça ne faisait rien. Cinq ou six élèves menaient la discussion tambour battant, pendant que leurs copains, pas gênés, entraient et sortaient de la salle à qui mieux-mieux. Question d'habitude !

entre les profs et les élèves. C'est pour ça qu'on ne peut pas s'investir.

— Pourquoi ne le réalisez-vous pas, ce travail ?

— Parce qu'on est paresseux. Et je ne sens pas non plus de motivation chez les élèves. Ils disent « ouais, c'est intéressant », c'est tout. Quelquefois, je suis complètement désespérée ; ils n'ont envie de rien. J'ai l'impression qu'ils ont tout connu, tout vécu.

— Mais toi tu fais des trucs avec eux, en-dehors de l'école, des cours ?

— Oui, à un moment. Moins maintenant. Parfois, j'ai l'impression de me faire bouffer par l'autogestion. Tu donnes de plus en plus d'énergie, et tu est de plus en plus dans la merde. Notamment au niveau du fric. Moi je refuse le bénévolat de mon temps, maintenant. Ça aussi c'est un truc dingue qui nous bloque : le manque d'argent.

Pas facile de faire un tour objectif de cette école qui colle à la peau et aux sentiments aussitôt qu'on y met les pieds. Ils ont tous une relation affective avec elle ; qu'ils le veuillent ou non. Mais si des profs démissionnent, si des profs s'en vont, c'est aussi parce qu'ils ne supportent pas qu'on continue à considérer l'Ecole et la Ville comme une structure à finalité scolaire. Ils y recherchaient autre chose qui

Géraldine pensait quand même qu'ils ne venaient pas, ils auraient voulu lui étaient intéressés de temps en temps donner une autre dimension. Lorsque par les cours. Mais obstinément, je les jeunes axent tout, soit sur un continuais à trouver anormale cette résultat d'examen, soit sur le bien-être fréquentation épisodique et distraite d'un flot marginal et sécurisant, le but des cours dans une école où, après n'est pas atteint. L'Ecole et la Ville tout, on était tout à fait libre de ne pas n'est même pas une alternative à venir du tout si on en avait envie. Et l'enseignement traditionnel ; c'est un puis... il y avait ce rien d'enthousiasme refuge où les profs comme les élèves se qui manquait aux profs. Bêtement, retranchent du monde pour évoluer moi, j'imaginais qu'ici il aurait dû y peinarde en reculant le moment où il avoir un ressort qualitatif différent faudra bien malgré tout affronter la vie dans leur investissement personnel.

« Il manque un vrai travail collectif

Hélène Crié





(photo Christian Weiss)

Rien que des sigles

La question vaut d'être posée. Depuis trois semaines, des dizaines de CET, LEP et parfois LEG se mettent en grève, des milliers de collégiens(nes) manifestent leur opposition aux stages Beullac. Cela faisait longtemps que je n'avais vu des lycéens lutter et manifester avec une telle pêche. Ces collégiens savent mettre de l'ambiance dans les couloirs du métro, dans la rue, mais leur mouvement est divisé, fractionné. On assiste dans certains bahuts de Paris et de la région parisienne à de véritables guerres de tracts entre organisations politiques. Le summum a été atteint le samedi 5 février où deux manifestations étaient appelées sur les mêmes revendications à deux endroits différents...

Le «Comité Central de grève» est à l'origine de l'appel à l'une des manifestations. Il est entièrement contrôlé par des militants de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) et de la LCI. Ce comité ne prend même pas la peine de se donner une façade démocratique. Il se réunit régulièrement dans des locaux appartenant à l'OCI. Quant au but de ce comité il est simple et clair. Il s'agit de créer dans les mois qui viennent une nouvelle organisation de jeunesse, l'organisation des jeunes révolutionnaires (OJR) en remplacement de l'Alliance des jeunes pour le Socialisme au nom trop fletri.

Mais à l'OCI on a parlé en fin. Et ce mouvement des collégiens, ses militants l'ont préparé. Ce sont eux qui sont intervenus les premiers sur les CET et LEP.

Les autres et c'est ceux là qui appelaient à la seconde manifesta-

tation ont constitué la coordination des LEP en lutte. Autant dire, que dans cette deuxième coordination les magouilles existent aussi. «Ceux du technique» organisation de jeunesse liée entièrement à Lutte Ouvrière y est presque majoritaire. Quand on est militant de LO, qu'on a presque quarante ans, on se sent toujours l'âme d'un collégien. On se permet de prendre la parole en AG dans certains LEP. On vient jouer au contrôleur pour filtrer les entrées des lycéens aux coordinations. Que l'on me comprenne bien, que des «adultes» travaillent, luttent, soutiennent des collégiens me paraît tout à fait normal. Mais dans une coordination ou dans une AG, la parole est aux collégiens et aux lycéens. C'est leur lutte, c'est à eux et eux seuls d'en décider les axes. C'est là toute la différence qui existe entre l'intervention politique et la manipulation.

Hors pour l'instant les deux coordinations existantes sont manipulées. Pendant les manifesta-

tions c'est la même chose. «Attention camarades, pas de débordements !» C'est le leitmotiv de LO et de l'OCI, alors pour éviter les débordements on mène son propre service d'ordre et si besoin est, on file quelques claques aux collégiens qui voudraient bien comprendre ce qui se passe devant leur manifestation.

Alors un mouvement contrôlé de bout en bout, manipulé jusqu'à l'os ? Non ce n'est heureusement pas si simple. Tout d'abord bon nombre de collégiens se sont aperçus de toutes ces magouilles. Ils commencent à agir en conséquence en demandant que le mouvement se réunifie, que la parole dans les coordinations ne soit donnée qu'aux collégiens et lycéens et non aux permanents des organisations politiques. Ils demandent aux organisations d'être là pour aider et non pour contrôler. Cette position est défendue par la plupart des collégiens inorganisés, par la LCR/JCR et par la Coordination permanente Lycéenne (CPL).

Cette dernière rappelle dans un tract «qu'elle ne se substitue pas aux lycéens en lutte et en grève. Au contraire dans l'action les lycéens doivent s'autoorganiser dans leurs AG... Mais il faut une organisation permanente de type syndicale. C'est le sens de l'existence de la CPL...» Effectivement la CPL ne représente pour l'instant qu'une partie du mouvement mais c'est la seule structure où les «adultes» ne sont pas omniprésents, où ils n'interviennent pas à tout bout de champs.

Si le mouvement se réapproprie son autonomie, si il arrive à se réunifier, à s'ouvrir à tous les lycéens et collégiens, à obtenir le soutien de certains syndicats enseignants, il est possible qu'il redémarré après les vacances de février. Sinon encore une fois, le sectarisme, la politique de construction d'une organisation plutôt que d'un mouvement, auront gagné ; comme toujours au détriment de ceux et celles qui n'auront pas été conquis par les charmes peu discrets de LO ou de l'OCI.

Jean-Luc Bennahmias

Attention la CPL tient son troisième congrès national le 23 et 24 février à Paris. Il est ouvert à tous les collégiens et lycéens (nes). Si vous voulez y faire parvenir des propositions d'actions ou y participer, écrivez au plus vite à CPL c/o Prenons la parole, 43 rue du Faubourg St Martin 75010 Paris.

C'est crevant, la grève...

Le jour se lève lorsque je débarque à Colonel Fabien. Un coup d'oeil à l'iceberg aux vitres fumées du PC encore à la dérive des travailleurs. Sur la palissade d'en face on s'active déjà autour du pot de colle : «Du travail pour tous, pour un syndicat fort et responsable...» Savent-ils ces militants du petit jour, que non loin de là, au LEP des écluses Saint Martin, des centaines de jeunes osent remettre en question ce fabuleux «droit au travail» à travers la lutte qu'ils mènent depuis quinze jours contre les stages dans l'entreprise.

nédale wah-wah, ils ont constitué un journal dont le prochain thème sera «notre vie nécessite-t-elle un engagement politique» et envisagent d'organiser des «contre-cours». «Tu comprends mieux avec les élèves parce qu'ils parlent le même langage que toi», explique un élève. Les profs, il y en a qui sont solidaires, mais de toute façon on est pas là pour parler des absents... Ironie du sort ou mirage syndical ? Les profs affirment ne pas croire à la loi Beullac...

Mais ce qui leur tient à coeur, c'est surtout d'ouvrir le lycée au

J'hésite à pénétrer dans ce bunker sinistre, l'anti-chambre de l'usine, tel que les lycéens l'appellent, en toute lucidité. Trente cinq heures par semaine dans ces murs gris, les machines alignées dans l'immense atelier restent muettes. Au fond de la cour sans arbres, l'assemblée générale se tient entre les tables de la cantine : on baille en feuilletant la presse du matin. «C'est vachement crevant, la grève c'est quand même plus reposant quand on travaille» s'esclaffe un jeune mec au blouson de cuir décoré du badge «cocktail molotov». A l'ordre du jour, la reconduction de la grève ainsi que les sanctions qui menacent les supposés meneurs du mouvement. Spéciale dernière chance : même la brigade des moeurs s'en mêle et rend visite à un lycéen absent depuis un mois ; pour comble de chantage, les profs lui donnent une chance de réintégration s'il reprend les cours.

La répression s'accélère dans les LEP. «Nous ne céderons pas aux pressions de l'administration, nous sommes tous responsables !» lance un jeune immigré, génération zéro Étrangers, ils le sont en majeure partie, ces pas pressés d'aller à l'usine, et le proviseur ne se prive pas de déclarations racistes contre eux. Interlude : l'assemblée va justement lui demander des comptes dans son bureau : le maître des lieux blème se justifie en stéréo avec le chef des travaux, polichinelle en blouse blanche des patrons. Rien à tirer de ces «chiens de garde» qui ont déjà fait intervenir deux fois les flics dans le bahut. Toute la petite troupe revient pour discuter de l'animation de la grève : hormis les concerts de rock qui ont fait vibrer la cantoche à grands coups de



monde extérieur, à la presse. Cette presse qui leur fait aussi des coups en douce : à la suite du meeting à la Bourse du Travail au cours duquel ils étaient venus exprimer leur net refus des stages, les rotatives de l'Humanité titraient : «Ils sont d'accord pour les six semaines de stage.» Maintenant ils improvisent dans le plus grand sérieux une conférence de presse. «S'ils veulent qu'on soit de

(photo Christian Weiss)





(photo Christian Weiss)

Longwy : Contre l'amalgame,
un point de vue féministe.

Viol et violence

A la fin janvier 80, deux jeunes chômeurs de Longwy, surpris par deux étudiantes danoises de passage alors qu'ils cambriolaient les locaux de la C.F.D.T., les ont violées sous la menace des armes, avant de prendre la fuite. Longue chasse à l'homme... Une campagne de presse se déclenchait soulignant la participation de ces deux jeunes à tous les « coups de poing » de Longwy, l'année dernière. Sous-entendu : « de la violence ouvrière au viol, il n'y a qu'un pas ». Une affaire bien commode en somme pour criminaliser ceux qui bougent encore à Longwy, et que l'Etat (comme d'ailleurs la C.F.D.T., qui s'en lave les mains, et porte plainte contre le casse !) ont déjà isolés. Le viol, pourtant reste irréductiblement un viol, que la marginalisation de ces jeunes chômeurs ne saurait effacer.

J amais pourtant la dénonciation féministe du viol, (dénonciation dont je me sens absolument partie prenante) n'aura été aussi largement reprise par la presse Hersant. Le viol tient dans cette affaire une place centrale dans la campagne des médias. On aurait aimé trouver autant de verve pour dénoncer le viol collectif de Claudine Tallet, à Villeneuve sur Lot. Il est vrai que les violeurs, jeunesse dorée de cette ville ont le soutien du maire, et que d'autres fils à papa sont venus témoigner que Claudine était une « fille facile »... Il n'ont fait que trois mois de prison, dans des conditions qu'on aimerait voir appliquer à tous les détenus. Ils s'acharnent sur Claudine, et sa « mauvaise réputation » passe au premier plan. Pourtant dans l'affaire de Longwy, vu l'image que le phalocrate français se tréballe sur les scandinaves, on aurait pu s'attendre à la même campagne de suspicion sur les femmes violées. Mais non, ce n'est pas le viol qu'on jugera, et les violeurs ne sont pas des « monsieur

tout le monde », mais des violents, des marginaux...

C'est peut-être à nous, femmes, de faire entendre une autre voix, qui refuse d'amalgamer toutes les violences. Parce que d'abord la majorité des violeurs sont des hommes ordinaires, ceux-là même qui hurlent aujourd'hui avec les loups. Parce qu'il est des violences subversives : celle des travailleurs et chômeurs de Longwy-Denain en était, contre nos exploités. Il en est d'autres, au contraire, qui sont oppressives : viols, ratonnades... et que celles là, nous continuerons à les combattre. Peut-être avons nous beaucoup à gagner, comme femmes, en pesant dans cette affaire pour que ce viol soit radicalement distingué des autres actions violentes aux quelles ces jeunes ont participé, y compris le cambriolage de la C.F.D.T. qui s'explique très bien vu leur situation face au syndicat. C'est cette voix là que je veux faire entendre pour que notre lutte de féministes ne puisse en aucun cas être dévoyée pour condamner des violen-

ces qui n'ont rien à voir avec un viol. La récupération nous guette : *La voix des deux étudiantes violées est singulièrement absente du débat.* Ce qu'elles pensent de l'affaire, on n'en sait rien. A nous de faire entendre que la lutte contre les violences sexistes est la nôtre, pas la répression des justes violences. Pour qu'ils soient jugés comme violeurs, pas comme « casseurs ».

Valérie Marange

Pauvres filleuls

P endant que le monde politique entame le marathon des échéances électorales prochaines, le ministre de l'Intérieur truque le parcours en imaginant des embûches plus ou moins constitutionnelles pour les « tocards » de la course.

Témoin la circulaire adressée aux préfets - numéro 79 419, du 30 novembre 79 - concernant les formulaires « relatifs à la présentation d'un candidat à l'élection présidentielle ». Christian Bonnet rappelle d'abord que ces formulaires sont à remettre individuellement aux élus désireux de parrainer un candidat ; toutefois, il précise qu'à l'heure actuelle, ces « parrainages » ne seront pas pris en considération et que les préfets seront avisés en temps utile du moment où ils devront prendre effet. Autrement dit, en n'accordant aux candidats qu'un délai de quelques semaines pour recueillir les signatures « d'éventuels parrains », le ministre en fait interdire pratiquement la compétition aux « marginaux » des politiques. Lesquels, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par les écologistes et les mini-partis (MRG, PSU ...) avaient déjà beaucoup de difficultés à s'enrayer pour se présenter au podium présidentiel. En effet depuis 76 tout postulant doit recueillir cinq cent signatures « qualifiées » (maires, sénateurs, députés, conseillers généraux et de Paris, membres des assemblées des Dom-Tom) contre cent pour les trois précédents scrutins. De plus, un décret d'août 76 précise que ces signatures ne seront plus recueillies sur papier libre comme par le passé mais sur de très officiels imprimés bleu-blanc-rouge ; imprimés qui attendent dans les préfectures depuis Octobre 77 alors que l'échéance électorale des présidentielles se situera au plus tôt en avril 81.

Mais le plus grave dans cette affaire, c'est que Christian Bonnet contrevient aux décisions du Conseil Constitutionnel. Ce n'est pas la première fois : on se souvient encore de l'affaire du vote des Français à l'Etranger... La circulaire citée plus haut n'est en effet ni conforme à la loi, ni à la constitution dont pourtant le ministre se réclame comme étant l'un des plus fidèles garants (Ah ?). D'abord la loi ne prévoit aucune date à laquelle la signature des « parrains » doit être recueillie. Ensuite le Conseil Constitutionnel a prévu que ces formulaires seraient tenus à la disposition des citoyens et non pas remis « uniquement et individuellement aux futurs parrains ».

Bref, tout cela ne semble pas très honnête, mais faut-il vraiment s'en étonner ? En fait dans son entreprise du Nouvel ordre intérieur, Christian Bonnet est un bon patron... ●

«bons» ouvriers, il faudrait peut-être qu'ils songent à nous rémunérer ! » lance l'un d'entre eux. Mais c'est surtout le problème de la suppression progressive de l'enseignement général qui les préoccupe car les stages en entreprise sont aussi les baillons à leur revendication de culture générale. « Le français, la législation du travail, l'éducation sociale et familiale, ce sont les seuls cours qui nous permettent de nous exprimer » explique Patrice qui prépare un CAP d'électronique. Dans ce lycée-caserne, le rythme métro-boulot-dodo est leur lot quotidien et l'administration s'emploie à enfermer les classes, à morceler la vie collective : le foyer est inexistant, ils ont une heure pour bouffer et bien souvent se sont les bistrot du coin qui font office de lieu de rencontre. « Ce bahut là, c'est une poubelle », dit Alain. « Parfois les profs sont obligés de combler les crédits de leur poche pour payer les électrodes. » D'autant que les patrons n'hésitent pas à faire trainer les taxes qu'ils paient aux chefs d'établissements.

La grève, elle, leur a permis de vivre, de s'écouter, de se déclarer seuls propriétaires de leur lutte. Ils détonnent d'initiatives, de lucidité quant à l'avenir et connaissent les chemins de l'autonomie.

L'avenir, ils en sont tous conscients, se lit déjà sur les murs de leur lycée et c'est aussi cet embrigadement qu'ils mettent en question. Ils relèvent le pari du déterminisme social qui les encercle. « Je suis pour un travail intelligent, explique Alain, « un travail qui nous serve, dont on voit le produit réel. L'usine doit appartenir à ceux qui travaillent... ». A la question du droit à la paresse, il répond : « je suis d'accord si tu le prends sur toi et non sur les autres... »

La cantine s'anime pour le repas de midi, une guitare s'accorde dans un coin, je les laisse à une grande partie de poker... peut-être la partie de leur vie ?

Géraldine

— Dialogue impromptu —

Pierre : Tu sais, mon père avait une station service qu'il avait racheté alors qu'elle était tombée en faillite et bien, ça marchait. On l'avait remonté ; mais plus de vacances, plus de week-end et puis tous les ennuis de paiement. C'est quand même dur d'être patron.

Alain : Tout dépend comment tu gères ? Etre ouvrier dans une entreprise, t'arrêtes pas de te faire exploiter.

P. : Je t'assure, c'est mieux d'avoir un patron, c'est plus sécurisant. T'as les congés payés, si tu peux être maître de ton travail, savoir à quoi sert ton produit, t'es tranquille. Il y a des patrons compréhensifs.

A. : Moi je préfère n'avoir pas de patron. Ce ne sont que des exploités. Dans l'électronique, on peut monter une petite affaire, des dépanages télé par exemple, tu gères ton boulot, tu t'occupes de tes clients.

P. : C'est complètement oublier le système dans lequel on vit. t'arrêtes pas de payer, les impôts, les taxes, les commandes et il y a les grandes surfaces. Tout se passe comme si on voulait couler les commerces.

A. : D'accord, c'est la société qui est à foutre en l'air. Mais regarde les gens, à chaque fois c'est la

même chose, c'est toujours le même gouvernement qu'on a.

P. : Mais qu'est-ce que les autres proposent ? Tu crois qu'il suffit de changer des gens pour qu'on change le système ?

A. : T'as qu'à lire leurs programmes. Ils proposent des choses, une autre politique.

P. : C'est toujours pareil : le seul changement est d'avoir une nouvelle équipe qui gouvernera puis quand on ne sera plus content d'eux, on recommencera avec ceux qu'on avait avant. Non, il faut tout faire péter.

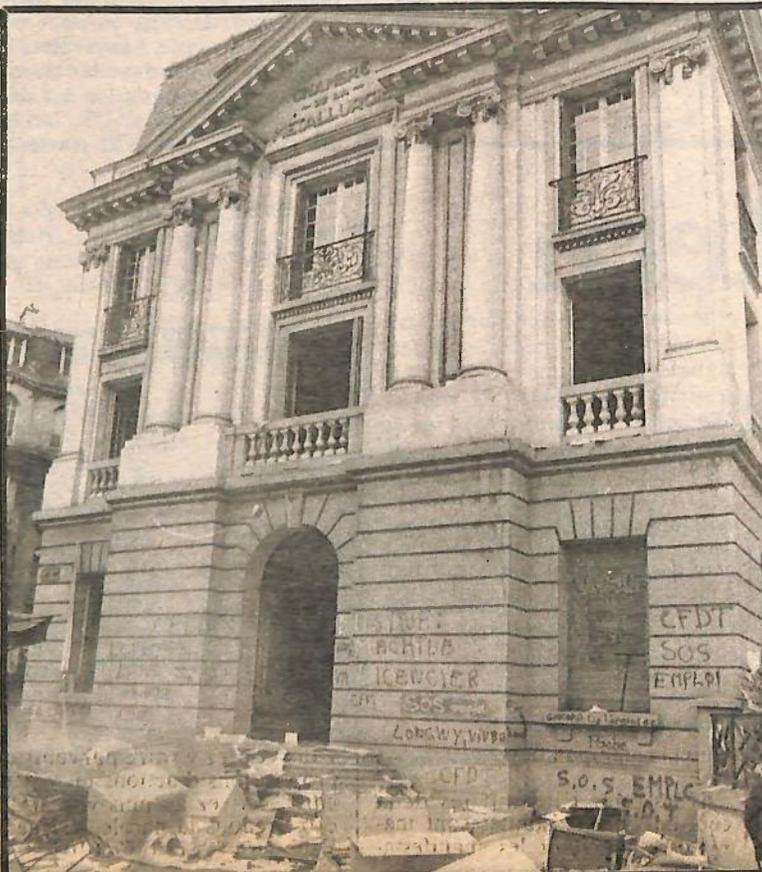
A. : Il faut déjà commencer par bien voter.

P. : Je m'en fous... et d'abord j'ai pas l'âge.

A. : Tu ne peux pas dire cela : il faut que tu réfléchisses, que tu saches ce qui se passe. Dès maintenant il est nécessaire de prendre contact avec les organisations politiques, préparer avec eux une autre société.

P. : Je crois surtout qu'on y arrivera d'abord par nous mêmes. Le reste on verra après !

Propos recueillis par Denis Dangais



SN

MOTS CROISÉS MILITAIRES

Recueilli dans un fascicule de propagande pour le service militaire, que vous pouvez trouver dans la caserne la plus proche. Le jeu consiste à donner sa propre définition au mot croisé.

Ex : 1 Etre appelé à massacrer sous les drapeaux - Le général est un dur de ce métal. 2 Les acquérir et mourir d'intense virilité. 3 Est

souvent sous la table quand le capitaine ivre n'y est pas. 4 Ne vous en faites pas, l'armée est là pour vous la tracer - Les doigts des rebelles américains l'ont caressé.

Ainsi par substitution maléfique ces mots croisés militaristes deviendront antimilitaristes.

Joseph Santana

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	S	E	R	V	I	R		O	R
II	E	T	O	I	L	E	S		O
III	R		T	R	E	T	E	A	U
IV	V	O	I	E		S	C	I	E
V	I	V	R	E	S		R	E	
VI	C	A		S	I	T	E		G
VII	E	L	U		G	A	T	E	R
VIII		E	R	I	N	E		S	E
IX	O	S	E		E	L	I	T	E

Horizontalement : I. Etre militaire ou est une manière. Couleur de galons. II. Celui qui commence son service militaire peut espérer les porter un jour. III. Les soldats sont sous la table en campagne. IV. Elle peut être faite. Debité de l'essence. V. Sous un commandement nous. Est à la tête du régiment. VI. Fait la tête au rapport. Son angle est bien connu de l'admiral. VII. A deux fois un mandat. VIII. Façon de parler. IX. Instrument pour opérer. Lettres pour le transport. X. Va de l'avant. A ses heures dans l'armée.

Greenpeace

Le bateau de Greenpeace, le Rainbow Warrior, expulsé le 5 février après-midi de Cherbourg par un arrêté préfectoral publié le 4 février est arrivé à l'île de Guernesey dans la soirée du 5 février où son équipage est toujours à bord.

Le Pacific Swan, qui a à son bord 12 containers de combustibles irradiés et 4 containers vides, était toujours au port de Barrow-in-Furness ce matin. Mais son départ pour Cherbourg pourrait être imminent.

A 17h45 ce soir, dix organisations cherbourgeoises organisent une manifestation pacifique pour la levée de l'arrêté préfectoral à l'encontre de Greenpeace. Le rassemblement aura lieu devant l'Hôtel de Ville de Cherbourg et le cortège se rendra vers la préfecture maritime.

Enfin, M. Louis Darinot, député-maire de Cherbourg, s'est entretenu hier matin avec le vice-amiral Chaline, préfet maritime de la première région pour lui demander de motiver son arrêté. A la suite de cet entretien, le député-maire de Cherbourg a vivement regretté dans un communiqué qu'une mesure qui comportait actuellement des risques quant à sa mise en œuvre (le mauvais temps et les

«on cherche avocats gentils»

'Ordre des Avocats ne sait plus quoi inventer pour refuser l'entrée dans la profession à ceux qu'il trouve

généant.

Pour pouvoir s'inscrire comme avocat stagiaire, il est bien sûr nécessaire d'être licencié en droit, mais il faut aussi réussir un examen nommé CAPA. Elisabeth Auerbacher est donc admise à la CAPA. Etape suivante : l'Ordre examine la candidature, qui doit être assortie de « cautions morales » émanant d'avocats en service. Elisabeth en présente en quantité suffisante.

Jusque là, tout va bien ; ça devient drôle lorsque l'Ordre décide qu'il ne veut pas d'elle en son sein. Le premier motif invoqué est particulièrement gratiné : Elisabeth est handicapée physique, elle se déplace soit en fauteuil roulant, soit avec des cannes. « Vous comparez, la Palais de Justice n'est

pas adapté, il y a des tas d'escaliers, des longs couloirs... » Curieuse argumentation, mais en tout cas, elle ne tient pas.

On passe au deuxième obstacle : la postulante a une condamnation pour « outrage à magistrat » sur son casier judiciaire. Encore une fois, ça ne peut l'empêcher d'être avocate, ce n'est écrit nulle part.

Comme on finit toujours par tout savoir, la vérité éclate : l'Ordre lui reproche en fait son passé de militante du Comité d'Action des Prisonniers, ses articles vilipendatoires à l'encontre des magistrats, des avocats et de la Justice en général. Un avocat ne doit pas être un opposant, non mais !

Le 12 février, le Conseil de l'Ordre rendra sa réponse définitive, il reste à espérer qu'il a un peu le sens du ridicule...

H.C.

coups de vent persistent dans la région) soit prise à la suite de faits d'importance relativement mineure.

En effet, le seul fait vraiment reproché à l'équipage de Greenpeace est sa participation avec des canots à une manifestation pacifique le 25 janvier dans le port de Cherbourg. A ce sujet, un porte-parole de Greenpeace a déclaré : « En venant à Cherbourg, nous pensions encourager une certaine

décrispation à la suite des incidents qui ont eu lieu lors du dernier passage du Pacific Fisher à Cherbourg, et la manifestation pacifique du 25 janvier à laquelle nous avons participé a montré que la décrispation s'engageait bien, et le préfet maritime en nous rejetant a pris une décision lourde de signification.

Pour tout contact : Greenpeace, tél.: 233.36.96.



Western

Alors que le « Combattant de l'arc-en-ciel » quittait le port de Cherbourg, à une centaine de kilomètres plus au sud, trois inconnus masqués stoppaient un des trains convoyant des châteaux de combustible irradié destinés à l'usine de La Hague. Profitant de la nuit, ils brandirent des signaux rouges et forcèrent le convoi à s'arrêter. Après avoir fait part aux cheminots qu'ils n'avaient pas l'intention de les brutaliser, les « inconnus masqués » ont inscrit des slogans anti-nucléaires sur les wagons après avoir tenté des désaccoupler. Vingt minutes plus tard, les inconnus disparaissaient

et le convoi repartait à une vitesse considérablement réduite. Il faut signaler qu'à aucun moment la sécurité des cheminots n'a été menacée. Le mouvement de la résistance à la nucléarisation qui revendique l'opération précise qu'il a voulu « par cet acte symbolique, dénoncer le programme électro-nucléaire français dont l'usine de La Hague, véritable poubelle atomique mondiale, représente le plus dangereux et le plus polluant maillon ».

Une enquête officielle est ouverte, à suivre...

Robert Guégan

Francois Pain dans l'arène

François Pain, cinéaste, membre du CINEL, militant actif contre l'extradition de Franco Pierno, incarcéré depuis 5 mois, inculpé pour infraction à l'article 314 du Code Pénal, dite « loi anticasseurs », sur la foi d'une photo parue dans Minute, où on le voit devant le magasin Lancel place de l'Opéra, un sac dans les mains, pendant la manifestation des sidérurgistes du 23 mars 79, inculpé une deuxième fois le 25 janvier 80 pour « recel de vol ».

Toutes les demandes de mise en liberté provisoire ont été rejetées par le Parquet, sous prétexte que même si aucune photo ne le

montre en train de se livrer à d'horribles violences contre les vitrines de la place de l'Opéra, aucune ne le montre en train d'empêcher frénétiquement les dites violences ! Le Parquet ajoute dans ses attendus que les événements du 23 mars sont encore de nature à troubler l'ordre public, puisqu'ils ont encore des « prolongements notamment sur le plan parlementaire ». Ce grave trouble à l'ordre public n'est autre que la proposition d'amnistie déposée par des députés de gauche pour les suites judiciaires du 23 mars !

Le procès de François Pain aura lieu le mercredi 20 février à 13h30 à la 14ème chambre correctionnel-

le au Palais de Justice à Paris.

Le Comité F. Pain appelle tous(les) ceux (celles) qui voudraient assister au spectacle, en direct et gratuit, du fonctionnement de la justice de leur pays, à venir très nombreux(ses). Il y aura du beau monde, des animateurs de la radio de Longwy Lorraine Cœur d'Aciers, aux sénateurs et députés, en passant par des personnalités du spectacle et de l'audiovisuel...

En attendant, si vous voulez lui écrire (dépêchez-vous des fois qu'ils se décideraient à le libérer... on sait jamais...), ça lui fera sûrement plaisir : F. Pain cellule 68 2ème division n° 197 583, 42 rue de la Santé 75013 Paris.

Pour toutes informations complémentaires, vous pouvez appeler le 633 26 71, ou prendre contact avec le Comité F. Pain, chez Annette Lainé-Pain, 65 boulevard H. Marqués, 94 200 Ivry S/Seine.

Marie Christine Gaffory





Poing sur l'autonomie



Le vent balaie la rue des Pyrénées, par saccades, hargneux. Albert Simon nous prévient de la flotte sur Paris et moi de la mouscaille dans le XXe. Le quartier pullule de condés qui interpellent à tour de bras tout ce qui ressemble de près ou de loin au portrait type de l'Autonome. A savoir cheveux longs ou courts, veste en cuir usée, bottes. De près, comme de loin, je ressemble un peu à ça, mais aujourd'hui c'est à cause d'Albert Simon. De près comme de loin, des milliers de jeunes ressemblent à ça...

100-110 rue des Pyrénées. Le squatt semble désert, la porte solidement cadenacée à l'aide d'une grosse chaîne. J'avais rencardé ici, sur un coup de fil anonyme au journal : «**Les flics ont profité que nous «Fêtons les murs» pour investir le squatt.**» Sur les murs alentours, pas de flics, la fête : «Pour ceux qui ont la rage, autonomie sanguinaire». Les autonomes marquent à leur manière cette journée nationale de désobéissance civile où partout en France, on colle à la sauvette. Au commissariat d'en face, les flics surveillent l'entrée du squatt, prêts à intervenir en force.

Dans un café annexe, trois autonomes de la mouvance «organisée» veulent bien me fournir l'explication de ce rodéo policier :

- «**Il y a à peine une heure, les flics ont tenté d'interpeller plusieurs des nôtres qui bombaient dans le quartier en liaison avec la journée nationale du Collectif «Fête les murs». Les gars se sont réfugiés dans le squatt et les flics ont tenté de forcer l'entrée. Ils ont été refoulés et l'un d'eux a perdu son képi. Depuis, ils arrêtent tous les jeunes dans le quartier... Nous on reste là pour expliquer aux copains ce qui se passe.**»

L'ambiance est tendue, plus encore par l'arrivée soudaine d'une quinzaine de flics, voulant vérifier mes papiers. Je rouspète pour la forme, comme quoi ils gâchent mon travail, carte de presse à l'appui. Bleu-blanc-rouge, ça doit leur rappeler quelque chose. C'est vrai que c'est du déjà vieux 1789. Repartent sur leur faim. Rebelotte cinq minutes après. Cette fois-ci, ils sont accompagnés des RG. Direction le commissariat de la mairie du XXème. Un flic noir sans képi me montre du doigt «Lui, je le reconnais et l'autre aussi». Seraient capables de nous refaire le coup du 23

mars, les cons. La déposition d'un flic, ça vaut quatre ans de taule, les copains. Qu'importe les contradictions dans les dépositions, les noms rectifiés sur les procès-verbaux, les divergences

sur les horaires les rues ou les actions, l'accusation est toujours redoutable quand c'est un flic qui la porte. En 1979, 65 ans de prison ont été distribués aux autonomes sur simples témoignages de flics...

Je demande à parler à l'officier de permanence qui téléphone au procureur qui décide de nous rendre la liberté. Sans avoir auparavant oublié de relever notre identité. On actualise les fichiers l'OPJ est furax, me jette un regard noir : «**Vous, on sait pourquoi vous êtes ici, vous avez de la chace cette fois-ci...**» Ça fait toujours plaisir à entendre... Dehors, un panier à salade nous croise. Clic ! Clac ! le portrait de famille...

Le métier se complique de jour en jour, tu en conviendras. Gagner 2000 balles par mois et se coltiner la volaille, c'est pas un sinécure. Gare de l'Est, l'ambiance est plus décontractée. Un rassemblement de colleurs parisiens se tient pour y dévoiler la statue du colleur inconnu. Je poursuis la discussion interrompue une heure avant :

- **Après le raid de St Lazard, la manif du 23 mars et les inculpés de la rue de Passy, on a l'impression que l'Etat a complètement désamorcé la nébuleuse autonome. Qu'en est-il exactement ?**

- Le fait est qu'au lendemain des divers points forts du mouvement un débat s'est ouvert à l'intérieur de la nébuleuse. Débat d'abord sur la violence étatique (mise à mort du droit d'asile, espace judiciaire européen, assassinat de Goldmann...) et débat sur quelle couche sociale doit-on toucher. Par rapport au premier débat, le groupe «Alternative Sociale» s'est auto-dissout au mois de janvier car il ne correspondait plus à la subjectivité révolutionnaire. C'est dommage car beaucoup de jeunes ont été formés par le groupe. Le débat se poursuit toujours, notamment vis-à-vis d'une organisation du mouvement.

- **Les Brigades Autonomes Révolutionnaires ont revendiqué parmi d'autres la liquidation physique de Fontanet. Est-il possible qu'au stade actuel de la réflexion des autonomes aient choisi de**



Poing sur l'autonomie



passer du stade de la casse à celui de l'assassinat politique ?

- Non et d'ailleurs la cible aurait été tout autre ? Fontanet n'avait plus aucune responsabilité au sein du gouvernement depuis quelques années. Le signe BAR est un sigle ponctuel qui a déjà été utilisé lors de l'opération St Lazare. Après De Broglie et Boulin, l'Autonomie n'a rien à voir avec les reglements de comptes sordides de la majorité.

- Pour en revenir au second débat, quelle stratégie vous donnez vous pour sensibiliser d'autres couches sociales ?

- Actuellement des groupes s'activent dans divers secteurs. Le groupe «**Auto-route du soleil**» lance une campagne pour un métro libre et gratuit. Des bombages fleurissent ici et là, mais il n'est pas non plus impossible que des actions plus radicales naissent au fil des semaines à venir.

La «**Conspiration Etudiante Autonome**» travaille essentiellement sur les facts, et a participé à la grève de Tolbiac qui durait depuis le 23 janvier contre la circulaire Bonnet. On a pu éviter l'expulsion de deux Tunisiens, mais on a pas pu s'empêcher de foutre notre poing sur la gueule d'un militant de l'UNEF-US qui nous traitait de «fascistes». On travaille également à la création d'une radio libre et d'un mensuel style format «**Sans frontière**» de douze pages. Ce sera un canard lié à aucune organisation, le journal de l'autonomie diffuse, avec une partie de formation théorique et l'autre qui racontera notre quotidien. Enfin nous préparons les États Généraux de la vie quotidienne convoqués pour avril-mai à Paris. Ce sera le rassemblement de l'autonomie diffuse, trois jours de fête...

- Pour rester dans le cycle des campagnes, j'ai été étonné de vous voir à la première réunion de CALUMED-PARIS. Quelle est la réflexion du mouvement vis à vis des drogues et d'une dépenalisation du cannabis ?

- La drogue dure ou douce est un problème qui me touche également. Nous avons été sensibilisés par l'apparition de CALUMED et surtout suite au déferlement de la presse bourgeoise. Sur la drogue. Nous jugeons cependant la position de CALUMED déplacée. Nous pensons en effet qu'il est inutile aujourd'hui de demander la dépenali-

sation du cannabis alors que le débat a été lancé par le rapport Pelletier soutenu par la presse Hersant. La dépenalisation existe de fait dans les rassemblements, les fêtes, les concerts. Les gens ne la vivent pas comme une délinquance cette transgression sur la loi des stupéfiants. Lutter pour une dépenalisation, c'est enfoncer une porte ouverte, c'est ouvrir un champ de contestation miné, offert par le pouvoir ? La répression dans ce domaine réjouit le contrôle général sur les libertés. Le personnage du drogué est apparu, coïncidence, après 68 avec une pointe sur les années 70-72 et une autre qui dure encore depuis 76. On peut dire qu'il a servi à marginaliser l'ensemble du mouvement issu de mai 68 et à disqualifier les marginaux constitués en mouvement après-68, mouvement des femmes, des homos, des écolos, des enfants... Bien sûr s'il n'y avait pas eu la drogue on aurait trouvé autre chose. Parallèlement la drogue-prétexte à développer la légitimation des perquisitions nocturnes, fouilles corporelles, contrôles d'identité dans les lieux (métro, fêtes, lieux de rassemblement de jeunes, cafés...), les inscriptions d'un nombre de plus en plus grand de substances pharmaceutiques au «tableau B», puis au tableau «B modifié» pour les amphés et autres produits, les ordonnances spéciales et pièces d'identité exigés pour des centaines de produits pharmaceutiques et l'impossibilité d'acheter des seringues... Sans oublier les interdits déjà anciens / de cultiver du chanvre, du pavot ou du tabac, de distiller de l'alcool ou d'en transporter.

Nous ne voulons pas écarter le droit au plaisir au libre arbitre, mais nous voyons le problème différemment. D'un côté, on restreint nos libertés, d'un autre côté on taxe de plus en plus de produits. Nous considérons que l'Etat taxe le toxico comme il taxe la prostitution. Là où nous amalgamons toutes les drogues, c'est dans le fait que l'Etat maintient le trafic. Nous désirons aborder le problème de notre propre campagne sur la question de cette taxe sociale et nous nous réservons d'intervenir «militairement» sur ce fait. Nous viserons les institutions para-étatiques comme le milieu...

Mandriu

La vision de l'autonomie parisienne qui apparaît dans la première partie de cet article nous semble trop stéréotypée du style : « le jeune prol marginalisé et pourchassé par les flics ». Vision trop souvent répandue par la grande presse et que certains (y compris

parmi les autonomes) érigent aujourd'hui en mythe. Nous sommes plusieurs, à la G.O., à penser que l'autonomie c'est plus intéressant et moins limité que ça — comme le laisse entrevoir la fin de cet article. La suite dans un prochain reportage...

COURRR

AMIS DE LA «GUEULE-OUVERTE»

J'ai vu au moins trois fois dans la «Gueule-Ouverte» faire appel à la contraception masculine, et cela revient sous la plume d'Isabelle dans «allez les verts» du n° 297 du 30 janvier.

J'ai 73 ans, j'ai donc vécu la fin de cette «Belle Epoque», où la femme, mineure légale, passait de la tutelle du père à celle du mari, sans avoir ni droit de signature, ni droit de propriété, pas même celle de ses enfants... On lui tolérait le droit de les torcher... Permettez moi donc de faire un peu l'historique de cette «contraception» vulgarisée partiellement depuis si peu de temps. A l'époque précédant la guerre 14-18, nos cartes d'école comportaient une tache noire, l'Alsace-Lorraine, qu'il nous faudrait reconquérir !

Le gouvernement et tous les patriotes dénonçaient alors l'égoïsme de la famille française, qui n'avait qu'un seul enfant... Ce n'était pas tout à fait exact, mais il était vrai que dans un certain nombre de familles, surtout rurales, le nombre des rejetons ne dépassait guère deux.

En ce temps là, l'avortement

présentait des dangers réels et admis comme tels, qui le rendait pratiquement inexistant, il fallait donc qu'il y eut la contraception. Mais la pillule était encore loin dans les limbes, les femmes rougis-saient au seul mot de «bidet», ustensile que l'on ne trouvait guère que dans les «lupanars» et la poire à injections était pratiquement inconnue.

La contraception ne pouvait donc être que masculine, et sa méthode connue, consistait, comme disait mon grand père «battre dans la grange et a vanner dehors» c'est à dire en fait, a pratiquer le coït interrompu. Méthode semble-t-il assez efficace et moins frustrante qu'on ne le prétend. Je l'ai moi même pratiqué et en quinze ans de mariage, je n'ai eu que deux enfants, dont je connais la date et l'heure de conception, alors que ma femme qui avait déjà un enfant, en eut deux autres après m'avoir quitté. Parceque l'efficacité de cette contraception dépendait pour beaucoup de la (fidélité) de l'épouse, ce qui en ces temps de moralité rigoriste était encore la règle générale.

La guerre de 14-18 amorça, par nécessité, une timide libération de la femme. Obligées de



URRIER



remplacer le chef de famille parti au front, elles durent aussi souvent assumer le rôle de chef d'entreprise à une époque où l'agriculture et l'artisanat représentaient la majorité des activités. Puis elles devinrent même ouvrières de ces usines d'armements qui se développaient en même temps que les hommes étaient de plus en plus appelés pour la guerre.

D'autre part, l'absence prolongée, voire définitive, des maris les obligea à chercher ailleurs des rapports rendus impossibles. Certaines y découvrirent un plaisir que le viol marital ne leur avait pas toujours révélé. Ce furent les «Années folles», ou chacun et chacune s'efforçait, la guerre terminée, de rattraper le temps perdu. Mais la honte des «Batards» restait, et l'avortement se dramatisait avec le progrès des connaissances médicales dues à la guerre, les fausses couches proliférèrent au point que le gouvernement soucieux de combler les vides des classes futures vota l'inique loi de 1920.

Ce fut l'époque des préservatifs masculins, rassurants par leur matérialité mais laissant toujours la contraception à la discrétion de l'homme le moins concerné en la circonstance; bidets et cannules sortirent quelque peu de la clandestinité, puis ce fut le premier contraceptif féminin sous forme d'une petite éponge qu'un fil permettait de retirer.

Après vinrent le diaphragme et le stérilet, ce dernier du reste, parfois assez mal supporté. Mais ce ne fut qu'avec l'apparition de la pilule, ce substitut hormonal du corps jaune, qui empêche la localisation de l'ovule fécondé, tout en régularisant les menstrues, que l'on put parler d'un véritable contraceptif féminin. Et la femme devint enfin maîtresse de son corps et de sa fécondité.

Ce très réel progrès, justement parce qu'il était le meilleur instrument de libération de la femme, et qu'il pouvait la soustraire à la domination maritale, ne s'installa pas d'emblée. Il y eut une véritable levée de boucliers. Sur le plan

moral d'abord, seules les «putains» pouvaient souhaiter cette «pilule», puis, insidieusement, sur un plan pseudo-médical: la pilule faisait grossir, la pilule avait des répercussions sur la circulation sanguine. Ce qui, du reste, était partiellement vrai, puisque substitut du corps jaune, elle peut avoir, mais en beaucoup moins grave, les mêmes répercussions qu'une grossesse. Cette grossesse dont

viennent toujours d'accidents physiques difficilement réversibles). C'est tout autre chose d'imiter la grossesse hormonale, et d'empêcher la fixation d'une ovule, que d'obtenir que les millions de spermatozoïdes que l'organisme masculin fabrique continuellement soient rendus définitivement inertes. Même dans ce cas, il faudrait sans doute présenter un certificat médical dûment contrôlé, pour que la partenaire féminine



on a du reste jamais mis les inconvénients en évidence.

Heureusement, les laboratoires pharmaceutiques étaient financièrement intéressés à sa diffusion, ce qui lui permit de se répandre, hélas d'une façon bien insuffisante; Mentez, mentez, disait Hitler, il en restera toujours quelque chose. Et la «morale» ne désarme pas comme cela, il faut s'efforcer de redonner à nouveau la priorité de la régulation des naissances. Le pire, c'est que cette insidieuse contre-propagande trouve un écho favorable chez certaines prétendues féministes, peut être gênées par cette libération que leurs grand-mères ont tant espérée.

Que ce soit le «coït interrompu» ou même le sectionnement des canaux séminaux rien ne peut lui en permettre la vérification avec certitude. Même si une improbable pilule masculine existait (il faudrait pour cela créer une véritable stérilité, or, masculins ou féminins les cas de stérilité sont rares, ils pro-

ne ait un semblant de certitude. Vous vous voyez, mesdames, demander un certificat de stérilité au monsieur qui vous fait la cour?

Peut-être si un jour les femmes culpabilisaient moins leurs plaisirs et si les hommes sont davantage conscients de leurs responsabilités, la révolution sexuelle deviendra possible; Alors, femmes et hommes ensemble, trouveront le moyen de régulariser les naissances, sans recourir aux sacrifices d'enfants, qui furent les premières tentatives d'équilibrer les sociétés.

Changeant de sujet, à propos «d'Allez les verts», je vous dirais, certes il faut profiter des tribunes que peuvent présenter les élections présidentielles pour essayer de susciter des réflexions dans la masse, mais je crois qu'il faut surtout commencer à construire une société parallèle... Voir à ce sujet: «**Comment bricoler soi-même une révolution qui marche**»

henri matignon

Bien décevant, l'article d'Hélène Crie consacré à la création de «Défense libre» (G.O. N° 297 page 11) et à la parution de notre brochure. Oui, bien décevant, parce que si souvent négatif.

Hélène rend compte de la parution de la brochure à la manière d'un critique littéraire, elle n'a absolument pas voulu comprendre qu'il s'agit là d'un outil de lutte qui deviendra ce que feront ceux qui auront choisi de se battre avec lui.

C'est sur le terrain et dans ce quotidien si cher à Hélène que j'ai connu les rédacteurs de cette brochure, et pour battre l'appareil judiciaire, pour sortir un taulard, je ne me suis jamais préoccupé (sic) «de la prudence de leurs analyses sociales», de savoir si Claude Mauriac maintenait «la distinction entre innocent et coupable» (resic), ou si François Deltombe espère un jour changer la mentalité des magistrats; seul comptait leur engagement dans une action donnée.

Or, pour soutenir ceux qui ont décidé de «**Se défendre**», je sais que nous pouvons compter sur eux et c'est cela qui est épatant dans leur réunion autour de «Défense Libre». La lutte judiciaire est faite d'une suite de combats individuels et à visage découvert, et ce qui compte c'est la capacité de l'individu à se prendre en charge et à assumer sa défense, c'est cette capacité que nous voulons développer; pour cela, nous ne rejetons personne, et surtout pas les intellectuels, mais nous laissons seulement de côté tous les discuteurs stériles et ceux qui attendent toujours demain pour se battre là où ils le peuvent aujourd'hui.

En ce qui concerne l'analyse de la plate-forme qui aurait mérité une place plus large, Hélène me surprend en mentionnant notre oubli de la détention provisoire, elle aurait aussi bien pu mentionner l'oubli de l'association de mal-fauteurs ou du Défaut. Hélène

n'a absolument pas voulu voir que cette plate-forme concerne la défense et non un cahier de revendications pour l'amélioration de l'appareil judiciaire. Contre la détention provisoire, il faut se défendre, et je parle en connaissance de cause, ayant mené un long débat sur cette question et consacré un numéro spécial du CAP sur ce sujet en donnant tous les éléments de défense suivant ma propre expérience de lutte. Qu'une victime de la détention provisoire décide de se battre sur cette question et il recevra notre appui. Nous sommes quelques-uns à ne pas avoir attendu la parution de cette brochure pour faire comme si sa plate-forme était rentrée dans les faits: à nous défendre en garde à vue, à ne pas respecter les magistrats, à exiger de consulter notre dossier, à obliger le juge d'instruction à nous répondre, à se foutre des règles déontologiques de nos avocats, en somme à nous défendre vraiment.

Hélène n'a pas voulu voir que ce projet de plate-forme est surtout un moyen de se défendre sans attendre et de dénoncer le caractère répressif d'une institution qui s'appelle Justice, tant cela se voit tout au long de la brochure; hélas, Hélène y a vu autre chose. Je la laisse attendre de croire aux mots «Justice» et «Droit», mais je veux vivre, c'est-à-dire lutter (au quotidien, comme dirait Hélène), et en ce sens j'espère des jours meilleurs avec Défense Libre, que d'autres restent dans leur désespoir, tant pis s'ils ne veulent pas se défendre, et pour se battre, rendez-vous à la Ste Baume du 23 au 26 mai 1980.

Jean Lapeyrie

Pour commander la brochure, écrire au C.R.F.J., 18 rue du Roule, 75 001 Paris - Joindre 20 francs plus 3,20F de frais d'expédition. Il est aussi possible de téléphoner au 233 99 33 et d'assister le 13 février à la réunion d'informations qui aura lieu à 20h30 salle Albert Legrand, 228 rue du Faubourg Saint-Honoré, avec la participation des auteurs de la Brochure.



SUR LE TERRAIN

Musique

21 COTE D'OR

GILLES SERVAT chantera à Dijon le mercredi 13 février, à l'amphi Aristote (fac). Location : Imprimerie LISA, 20 rue d'Assas, Dijon, 25F. Récital organisé par une association fraîchement créée : COUAC, qui propose des soirées à prix coûtants pour ceux qui en ont marre du show-biz et de ses profits. Prochains concerts : Imago le 28 mars, Jean-Paul Verdier, Procédé Guimard-Delauney... à suivre.

75 SEINE

LINETTE DALMASSO : on pourra l'entendre dans ses « Chansons Ecologistes... pas tristes ! » dans les endroits et aux dates suivantes : Dimanche 27 février, au Théâtre de 10 heures, 36 Bd de Clichy, Paris 18^e à partir de 15 heures. Il y aura aussi : Kirjuhel, Valérie Bellet, Claude Talton, et... Mouna, car c'est un « Gala Mouna », donc c'est « le pied » garanti. Ça se terminera par un débat « Libérons la Parole ».

Papiers

45 LOIRET

NON-VIOLENCE POLITIQUE. Le n° 23 (février 80) de Non-Violence Politique est paru. Au sommaire : L'Afghanistan ou la peur d'exister. Larzac, le prix d'une terre qui n'en a pas. Renvois des papiers militaires : avons-

Avons-nous encore besoin des juges ? Le sport, appareil d'Etat. Ecole, des luttes pour le contrôle. Entretien avec René Macaire sur les « Réseaux-Espérance ». Un Suisse contre les exportations d'armes de son pays. Non-Violence Politique. Abonnement 1 an, 50F 20 rue du Dévidet 45 200 Montargis.

75 SEINE

VOUS NOUS CONNAISSEZ peut-être déjà, dans ce cas, inutile de nous présenter par de longues phrases. Sinon, sachez que Alternative et Parallèles, ce sont : Deux librairies : Alternative, au 36 rue des Bourdonnais, spécialisée dans les domaines de l'écologie pratique et théorique ainsi que dans toutes les techniques de communication. Parallèles, au 47, rue Saint Honoré, dans le premier arrondissement, où l'on peut trouver tous les meilleurs ouvrages sur les questions sociales, politiques, ainsi que la littérature générale, la science-fiction...

94 VAL DE MARNE

LA FEUILLE A L'ENVERS journal local à Vincennes, Saint-Mandé, Fontenay-sous Bois; le numéro de février est paru; au sommaire : « Qui sont les immigrés de nos communes ? La vie secrète de R.A Vivien, etc. Prix : 2F B.P. : 6 94300 Vincennes

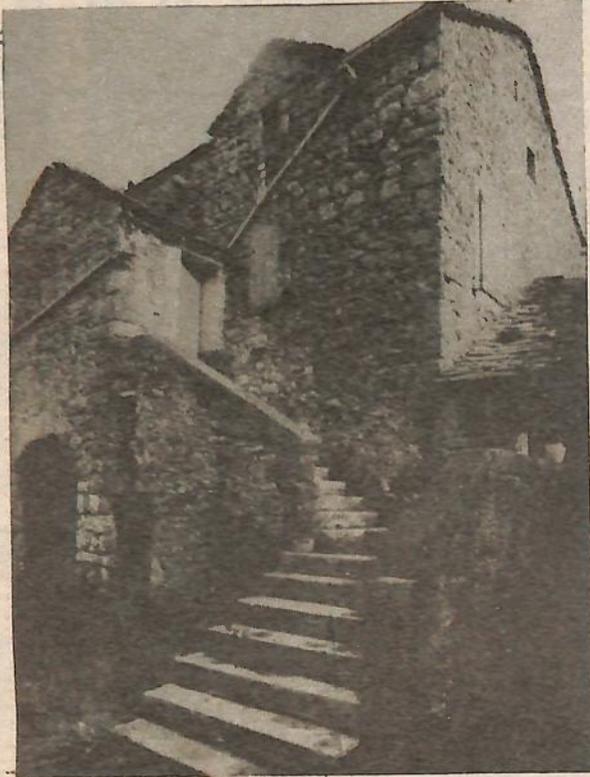
Insurgés

06 ALPES MARITIMES

RENOVEURS DE PAPIERS MILITAIRES. Y-a-t-il des renouveurs de papiers militaires dans le département des Alpes Maritimes. Prendre contact avec : Geoffroy Lansac. Coordination départementale des A.M., 18 chemin de Garibondy, 06 150 Cannes-la-Bocca.

39 JURA

NON, LA GUERRE N'EST PAS FATALE. Jour après jour, on nous parle de la présence militaire russe en Afghanistan et de ses conséquences pour la Paix. Le MPCDM condamne cette expression de l'impérialisme soviétique. Mais dans le même temps le MPCDM s'oppose des blocs sur les autres impérialismes qui se



manifestent quotidiennement, ouvertement ou de façon sournoise. Sans les soutiens politique, économique, militaire, socio-culturel, des Etats-Unis, de nombreuses dictatures dans le monde n'auraient pas vu le jour, ou elles tomberaient. Les Français, eux, oublient-ils qu'en Afrique (Tchad, Centrafrique,...) la France aussi est militairement présente? et qu'elle fait et défait les pouvoirs?

A propos des risques de guerre, refusons l'affolement et la peur consciemment entretenus. Il est vrai toutefois que la guerre peut devenir inévitable : - si l'on tolère les diverses formes d'impérialisme ; si l'on continue à exploiter le Tiers-Monde ; si l'on continue à vouloir le dominer politiquement, économiquement, et lui imposer de l'extérieur idéologie et mode de vie.

Non, ce n'est pas la Paix qui « repose sur la responsabilité et le sang-froid de quelques-uns ». C'est la guerre qui peut être le fait de ces quelques-uns. La Paix, elle, est l'affaire des peuples, notre affaire : si, au lieu de rester passifs et isolés, nous disons non à l'obéissance aveugle ; si nous disons notre refus de nous battre en cas de guerre, sachant qu'elle serait contraire à l'intérêt véritable des peuples.

C'est cette volonté de refuser l'absurde qui anime les militants non-violents et les objecteurs de conscience. En ce moment, en France, plus d'une dizaine d'entre eux paient de la prison leur lucidité et leur courage. D'autres sont recherchés et privés de leur emploi (tel Claude Arbez, de Saint-Claude, objecteur de conscience et membre du MPCDM). Tout doit être fait pour les défendre.

Une action à plus long terme sera engagée ultérieurement par le MPCDM pour regrouper ceux qui refusent de considérer la guerre comme un engrenage fatal. On peut d'ores et déjà faire connaître sa volonté de participer à cette campagne en s'adressant au MPCDM (3bis rue de la Sous-Préfecture, 39 200 Saint-Claude).

42 LOIRE

PÉTITION : A Monsieur le Ministre des armées A Monsieur le Commissaire du Gouvernement près le TPFA de Lyon. Un objecteur de conscience de Feurs (Loire), Jean-Marc Rouillet, a été arrêté le 14 janvier à son domicile et incarcéré à la prison St Paul à Lyon. Il avait fait une DEMANDE COLLECTIVE du statut d'objecteur qui lui a été refusé par 2 fois par la commission juridictionnelle. 800 demandes de ce type ont été refusées, 500 acceptées et... 300 REFUSEES (absolument identiques

aux précédentes). Actuellement, 140 jeunes se retrouvent donc insoumis, malgré eux. Le CONSEIL D'ETAT a cassé les décisions de la Commission juridictionnelle à plusieurs reprises, donnant donc raison aux objecteurs. Mais le recours en conseil d'état étant individuel, 11 objecteurs sont actuellement en prison, en attendant que celui-ci statue sur leur sort.

Sont-ils dangereux pour que les dirigeants d'un pays où l'on parle très souvent des droits de l'homme décident de les incarcérer ?

NOUS DEMANDONS : - La libération immédiate de Jean-Marc Rouillet et de tous les objecteurs emprisonnés.

- Une véritable loi garantissant le droit à l'objection de conscience à tous moments et pour tous motifs. Nom, Prénom... Profession... Adresse... Signature...

Après avoir fait signer, si possible recto et verso, renvoyer rapidement les pétitions à : Famille Rouillet Les Sables route de St Etienne 42110 Feurs.

42 LOIRE 69 RHÔNE

MARCHE FEURS-L'ARBRESLE-LYON (70 km) pour la libération des objecteurs OP 20 emprisonnés, le droit à l'objection à tous moments et pour tous motifs. Départ de Feurs le vendredi 8 février à 8h. Une conférence de presse-déjeuner avec des élus locaux aura lieu de 7h à 8h. Une quinzaine de personnes portant chasubles rejoindront l'Arbresle où le soir une soirée débat aura lieu. L'Arbresle est la région où 5 membres d'objections en monde rural ont eu 2 mois de suspension ferme de permis de conduire pour renvoi de livret, alors... on marche à pied. Le samedi 8, étape l'Arbresle Lyon, avec rassemblement devant la prison et le soir certainement gala de soutien. Pour cette 2ème journée il faut beaucoup de monde. 13 objecteurs sont en prison dont 3 à Lyon : Patrick Van Nieuvenhuize, Alain Boizon, et Jean Marc Rouillet de Feurs. Cette marche se fait en lien avec celle qui doit conduire 30 objecteurs en Hollande pour demander l'asile politique. Venez marcher un moment avec nous. Participez aux diverses soirées, soutenez financièrement. Pour tout contact : Objections en monde rural - Comité Larzac chez Famille Rouillet Les Sables 42 110 Feurs.

79 DEUX SEVRES

PROCÈS-PROJECTION-DÉBAT. Le groupe antimilitariste qui a soutenu les insoumis qui ont occupé le donjon durant 3 jours, organise le mardi 12 février une projection-débat à 20h30 à la MPT du Clou Bouchet. Cette projection est en soutien au procès de l'un d'entre nous, inculpé d'injures envers l'armée; procès qui aura lieu le jeudi 14 février à 14h au tribunal de Niort. Contact : CLO chez MPT Centre, 7 avenue de Limoges, 79 000 Niort.

STAGES AU CENTRE DE RENCONTRE DES CIRCAUDS

PROGRAMME

Ecriture et Expression 15-16 mars, 26-27 avril

Ecrire devrait être aisé pour tous. Aussi facile que pour un enfant de jouer, de colorier, de rire... Ecrire, c'est s'exprimer à partir de ce que l'on a vécu, de ce que l'on ressent. Ces week-ends mèneront à une recherche de soi, peut-être à des étonnements et à des déblocages d'émotion nécessaires pour aller plus loin.

Avec J.P. Waguet. Participation : 250F le week-end.

Tai-Tchi-Tchuan.

Vu de l'extérieur, c'est cette lente gymnastique que pratiquent les Chinois dans la rue, vécu de l'intérieur, c'est bien autre chose : méditation en mouvement, travail de l'énergie vitale, etc. Avec J.P. Cayrol du CEMD. Participation : 250F le week-end. 6-7 avril, 10-11 mai, 21-22 juin.

Rythmes et Percussions Du 8 au 13 avril

Jeux de groupe, polyrythmie, jeux d'écoute des autres, découverte des sons, approche des percussions rythmiques. Avec J.P. Boistel.

Participation : 750F.

Expression Corporelle Analytique. 11-12-13 avril

L'espace que le corps habite est celui que la parole manifeste et prolonge. Habiter son corps et habiter sa parole n'est pas pour autant se faire habiter : jouer des gestes et des mots sans se faire jouer d'eux devrait permettre de s'enjouer en déjouant les trappes que la vie de tous les jours ouvre dans la réalité (Père-sévère a encore sévi, ndc). Avec Janick Cochet. Participation : 300F.

Danse contemporaine.

21-22-23 mars, 22-23-24 février, 18-19-20 avril.

Apprendre à découvrir, à aimer son corps, celui des autres, ne plus en avoir peur, se mettre à l'écoute du geste sans le filtre du langage. Participation : 300F. Inscriptions : Dominique Wassart, 102 rue L.M. Nordmann, 75 013 Paris.

Bio-énergie avec G. Didier.

Il reste des places pour des hommes aux stages du 28 février au 2 mars aux Circauds. Participation : 600F tout compris. du 4 au 7 avril à Montpellier. Participation : 250F sans la nourriture.

Les 11 et 12 mars, on tue le cochon aux Circauds. Que ceux et celles qui s'intéressent à la bonne charcutaille et aux différentes manières de la préparer nous écrivent. Vite, car, comme on veut pas être trop nombreux, seuls les dix premiers auront droit de participer au spectacle. C'est Dédé Comte, dit Dédé le Poireau, qui officiera en grand spécialiste de la chose. S'il y a trop de monde, on recommencera les 25 et 26 mars.

Au menu : Premier jour : - Mise au mort (c'est triste, mais indispensable)

- Découpage de la viande - Préparation du boudin et du fromage de tête - Préparation des pâtés - « Boudin party » toute la soirée Deuxième jour : - Mise en bocaux et stérilisation - Mise au saloir

Durant le « stage », on discutera de l'intérêt de ma stérilisation par rapport à la congélation et Dédé nous présentera les différents modes de conservation (séchage, fumage, etc.).

Prix : 200F pour les deux jours. Arrhes : 70F.

Renseignements et inscriptions : Centre de Rencontres des Circauds, Oyé, 71610 Saint Julien de Civry. Tél. : 85-25.82.18, de 9 h à 11 h. (Et la bise aux clavistes, Claudine... ndc)

Abonnement

Un an (52 n°) : 200 à 300F selon vos revenus.

Six mois (26 n°) : 100 à 150F selon vos revenus.

Trois mois (13 n°) : 50F Tarifs «étrangers», sur demande.

Nom, prénom

Adresse

Ville

Code postal

souscrit un abonnement de mois et verse la somme de F.



Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, à retourner à La Gueule Ouverte, La Cheval de 3, 163 rue du Chevaleret, 75 013 Paris.

SUR LE TERRAIN

Infos

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

NATURE ET PROGRÈS. Le groupe départemental Nature et Progrès 04 et 05 et le CPIE des Alpes de Provence organise une grande fête à Ongles près de Forcalquier les 7 et 8 juin prochains. Ils recherchent à cette occasion une troupe de Théâtre, musiciens folkloques en tout genre. S'adresser pour contact etc, B. Allard, La Blache, 04 230 Revest St Martin.

10 AUBE

SOIREE DEBAT ET SPECTACLE. Pierre Samuel : débat sur l'écologie, le nucléaire et la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Hubert-Felix Thieffaine (auteur-compositeur) et son groupe en concert à la M.J.C de Romilly-sur-Seine, le vendredi 15 février à partir de 20 heures. Les Amis de la Terre de Romilly. Tél (25) 24 04 71.

34 HERAULT

MONTAGE DE DIAPOSITIVES présenté par le Mouvement Anti-apartheid de Montpellier le 13 et 14 février à 21h, au 5 rue de Candolle dans les locaux de Transparence. Après une présentation de l'Apartheid en Afrique du Sud et de quelques événements récents (Soweto...), le montage démontre l'implication du gouvernement et des institutions financières françaises. Il s'insère dans le cadre de la campagne «100 000 français contre le financement de l'Apartheid». Pour plus de renseignements : permanence au C.D.T.M, 3 av. de Lodève, Montpellier, 34 (tous les jeudis de 18h à 19h).

38 ISERE

A.R.M.O.S. : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE. L'Association de la Région de Malville Opposée à Superphénix (A.R.M.O.S.) tiendra son assemblée générale annuelle le vendredi 15 février à 20h, à Bouvesse, au local habituel. Ordre du jour : renouvellement du bureau, règlement des cotisations, bilan financier, bilan moral, perspectives. A.R.M.O.S., Poleyrieu-Courtenay 38 510 Moresstel.

QUE FAIRE CONTRE LA POLLUTION ? Créée en 1974, la Commission Pollutions de la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature) s'occupe de nombreux cas de pollutions dans l'Isère : pollution du Guiers, du bassin Fures et Morges, du Drac, rejet de fluor en Maurienne, dépôts sauvages d'ordures, pour ne citer que quelques exemples. Elle a développé à Grenoble l'idée de la collecte sélective des ordures ménagères qui s'est traduite concrètement par la mise en place de bennes à verre un peu partout dans la ville. Elle suit de près les projets d'installations nucléaires à Pont de Claix ou au C.E.N.G., les rejets radioactifs à Veurey. Actuellement, malgré le manque de personnes et de moyens, nous faisons porter nos efforts sur la pollution de la zone sud à Grenoble et celle du Guiers, en liaison avec l'Union des Pêcheurs. Nous lançons un appel à toutes celles et à tous ceux qui, voyant la dégradation progressive de notre environnement, désirent agir efficacement. Venez nous rejoindre à la FRAPNA 4, rue Hector Berlioz 38 000 Grenoble Tél. (76) 42 64 08. Nous nous réunissons le 1er mercredi du mois à 18h15.

42 LOIRE

RÉUNION DES AMIS DE LA TERRE DU FOREZ. Vendredi 15 février à 20h30. Salle annexe de la mairie de Boën. Au programme : -discussion sur le texte de réflexion des AT Forez à propos du manifeste d'orientation politique du RAT. -participation à l'assemblée du RAT (1-2 mars). -Réponses des AT Forez face aux projets de l'autoroute B71 et du stockage de déchets radioactifs à St Priest-la-Prugne. - Collectif Energie du Forez : faites remonter les pétitions signées avant fin février, et demandez en si vous le voulez au Collectif Energie du Forez, chez les Amis de la Terre du Forez, centre social Boissonnette, 42 110 Feurs.

73 SAVOIE

AMIS DE LA TERRE. Un groupe des Amis de la Terre est en cours de constitution, pour tout contact : Les Amis de la Terre de Savoie, 11 rue Sommeiller, 73 000 Chambéry.

75 SEINE

PSU : MONTAGE DIAPOSITIVES. La section agricole du PSU de Paris, serait heureuse que vous puissiez annoncer dans vos colonnes : sa projection d'un montage diapos sur 20 ans du PSU, le jeudi 7 février 1980 à 19h 30, 9 rue Borromée, 1er étage 75 015 Paris (métro Volontaires). Cette projection sera suivie d'un débat avec Michel Mousel sur le thème : Militier au PSU en 1980, pourquoi ? Il y aura un buffet campagnard.

PARIS ECOLOGIE 18ème, LIBRAIRIE LA BROUETTE. Les écologistes du 18ème arrondissement à Paris ont changé d'adresse. On peut les joindre tous les jours (sauf lundi) de 14 à 22 heures au siège de leur association : Librairie la Brouette, 20 rue Caulaincourt 75 018 Paris. Tél : 606 50 48 / réunion chaque

darité : Nikos Kaziotis, 21 rue Démocrite Metamorfosis, Athènes, Grèce.

83 VAR

DES MINES D'URANIUM DANS LE VAR. Débat public à partir d'un montage audio-visuel. Jeudi 14 février à 21h. Maison des Sports et de la Jeunesse, Draguignan 83300. Le mouvement Choisir sa vie vous invite à venir vous informer et discuter sur un des aspects du nucléaire qui vous touche de près.

BAFFES DANS LA GUEULE. A l'occasion du débat public sur les mines d'uranium dans le Var le 14 février à 21h. à la Maison des Sports et de la Jeunesse, organisé par Choisir sa vie, les lecteurs de la Gueule Ouverte pourront rencontrer le Docteur Bernard Blanc en chair et en os et lui foutre des baffes dans la gueule si ses conseils ne les ont pas guéris.

95 VAL D'OISE

AMES CHARITABLES S'ABSTENIR. Film Super 8 sonore, durée 1h15mn, réalisé par Sabine Mamou. Film de témoignages et d'expressions de personnes dites «Handicapées» et d'autres : -dénonçant leurs conditions de vie enfermés dans des ghettos «Spécialisés», -exprimant leurs désirs de vivre et d'être considérés comme des êtres humains, -refusant toutes notions de normes, de pitié, de charité, de paternalisme et d'étiquettes ségrégatives et humiliantes qui ne sont en fait qu'une politique d'oppression et d'exploitation d'une «minorité» par une société de normes et de marginalisation. Ce film n'est pas parfait et il ne prétend pas l'être. Mais il est important de le voir et d'en parler. Pour le diffuser : disponible à tous contre une location de 300F qui permet de réaliser d'autres copies. Alors si vous êtes intéressés, prenez contacts ou venez en discuter autour d'un pot, avec : Jean-Luc Heridel, 46 Bd Montaigne, 95 200 Sarcelles. Tél : 986 44 56

causes véritables des maladies, etc. Inscriptions : globale pour les deux week-ends. Places en nombre limité. S'inscrire à Vie et Action, En Motes, 31 450 Montlaur en versant 300F (250 pour adhérents au groupe de Toulouse). Chèques à l'ordre de A. Benvall. Cette participation aux frais comprend l'hébergement complet du samedi 10h au dimanche 18h.

samedi soir indépendamment du stage. Infos : ULMJC c/o Jean-Claude Lambert, rue de Liège, 54 440 Herserange Tél.: 8/223.79.70. Les 29 et 30 mars (date à définir) à Saint-Avoid (50 km à l'est de Metz). Le samedi soir, veillée «folk invitation à danser». Infos : MJC rue de la Chapelle, 57 500 St AVOID. Tél.: 8/792.23.83.

stagiaires peuvent être hébergés et nourris sur place pour 30F par jour. Notre adresse : A.A.L.A.A Le haut Bourg, Crouettes, 61 Vimoutiers.

69 RHÔNE

URGENT. Prévenu cherche emploi sûr et stable à Lyon ou sa plus proche banlieue pour début mars, afin d'obtenir liberté provisoire et



«Une fille à brûler». Cette fille, c'est Jeanne d'Arc, mais pas la Jeanne de Péguy, ce n'est pas une légende mais une adolescente qui apprend à souffrir. Jeune paysanne, pleine de vie, de santé, gaie, spontanée, elle nous touche par sa vérité, car nous sentons qu'elle a existé, cette enfant qui a accepté d'aller à la rencontre de son destin, de vivre une aventure extraordinaire pour une fille, pour un enfant.

En face d'elle, l'Autre, réconfortante, souriante. Elle aide Jeanne quand celle-ci flanche, l'encourage tout au

long de son périple puis elle l'accueille pour finir sous la statue de la Vierge : image apaisante après le martyre.

C'est une mise en scène pleine de retenue et de délicatesse pour conter les désespoirs, les tortures ou le martyre de Jeanne mais aussi pleine de vie, de richesse et d'inventions pour ses combats, ses rencontres avec Charles, avec son armée ou avec les Anglais. Mise en scène qui utilise parfaitement ce lieu fantastique qu'est le Palais de Chaillot : Elles jouent sur un chemin en lattes de bois au

milieu d'une salle encadrée par deux porches d'église : nous avons l'impression de voir vivre devant nous une épopée, dans un décor grandiose à la mesure du talent de ces deux comédiennes.

«Une fille à brûler» adaptation de Viviane Théophilides d'après la «Jeanne d'Arc» de J. Deltell. Avec Viviane Théophilides et Micheline Uzan ; au musée national des documents français (métro Trocadéro) ; 20h30 tous les soirs sauf dimanche et mardi, matinée mardi 15h.

Esther Sabba

Alternatives

21 COTE D'OR

ALTER: ON EN AVAIT MARRE des usines à animation, des chefs scouts, alors on s'est donné les moyens de chercher une autre forme d'animation, de vie, sur un quartier en créant l'Aventure au Soleil, association type loi 1901 d'éducation populaire.

Ça fait deux ans que l'on tourne et l'on s'en sort très bien : un local, un terrain d'aventure, une animation continue d'année et de quartier : animation de rue, vélo-cross, skateboard ; week-ends à la campagne : spéléo, varappe, ski de fond, randonnée à vélo et à pied ; camps pendant les vacances scolaires ; camps-chantiers ; participation à différentes fêtes de quartier.

On ne roule pas sur l'or, mais on se débrouille quand même. Actuellement on possède une vieille DS beak mais c'est trop petit et on va bientôt fêter son enterrement... alors on recherche une camionnette Renault 7 chevaux d'occasion.

Pour tous contacts (propositions de camionnette, renseignements, ... dans, si, si il faut y croire !), écrivez à l'Aventure au Soleil, 3 avenue du Mail, 21 240 Talant ou venez nous voir à nos permanences tous les mercredis de 17h30 à 19h (même adresse) ou sur notre terrain pour l'Aventure.

31 HAUTE GARONNE

SOYEZ LES ARTISANS DE VOTRE SANTÉ. Faites table rase de vos conditionnements, apprenez les moyens pratiques d'être en bonne santé. C'est le but d'un cours d'initiation théorique et pratique proposé par l'association Vie et Action. Ce cours se déroulera les 22-23 mars et 26-27 avril à Toulouse au centre J. Rieux. Il sera animé par Alain Boudet, diplômé de l'Institut de Psychosomatique Naturelle de Lausanne. Education respiratoire, régimes alimentaires, relaxation, les

54 MEURTHE ET MOSELLE

17 ET 17 FEVRIER Stage de danse du Berry (thème à confirmer) à Vannes le Chastel (village à 15km au sud de Toul) Bal folk le samedi soir. Infos : ULMJC du Toulou, Jean-Paul Bernard, 12 rue de la Justice, 54 200 Ecrouves. Tél.: 8/343.12.17.

STAGES FOLK. Dans le cadre de la MIGAINE alias Action Folk en Lorraine, quatre stages d'initiation aux danses «répertoire du bal folk» sont proposés aux «débutants» (et aux «confirmés» désireux d'apprendre à retransmettre ces danses) Rendez-vous :

Les 25 février, 1^{er} et 2 mars au village St Médard (40 km à l'est de Nancy entre Dieuze et Chateau-Salins). L'atelier du vendredi soir sera repris en début de samedi après-midi pour les stagiaires ne pouvant pas venir la veille. Veillée «folk incitation à danser» le 1^{er}/3 dès 20H30 avec Passepierre et les Gens de la Cour. Infos : Foyer Rural c/o Agnès et Bernard Vautrin, St Médars, 57 260 Dieuze. Tél.: 8/705.41.08. Les 15 et 16 mars à Haucourt St Charles (bourg à côté de Longwy). Bal folk à Longwy avec Rigaudon le

Danses en Lorraine : la MJC d'Ay sur Moselle (village à 15km de Metz) propose de découvrir les danses de Lorraine durant le week-end du 16 et 17 février. Contact MJC, 57 300 Ay sur Moselle. Tél.: 8/775.11.88 (FDMJC 57 à Metz).

A toute demande d'informations sur les stages, veuillez joindre une enveloppe timbrée à votre adresse. Merci.

57 MOSELLE

BAL FOLK AU CARNAVAL avec DETOUR ! à Uckange (57) au Centre de Loisirs ATCL le 16/2 à 20H30.

61 ORNE

STAGES D'ARTISANAIS : L'A.D.L.A.A. (Association pour le Développement des Loisirs artisanaux et agricoles), dans le cadre d'un mode de vie communautaire, propose des stages d'initiation au tissage, à la poterie et à la photo. A partir de juillet 80, des ateliers de cuir, vannerie et bois fonctionneront également. Le prix des stages est de 300F (6 jours ou 3 week-end). Les

73 SAVOIE

CHERCHE LOCATION MAISON. Jennyfer, 3 mois, moi et Manuel, cherchons à louer maison, 4 pièces minimum dans hameau ou village en Savoie, aux environs d'Albertville. Accepte aussi autres propositions dans autre région. Ecrire à M. Boulanger, Orelle, 73 140 Saint Michel de Maurier.

75 SEINE

APRES UN STAGE DE FORMATION en boulangerie dans Paris, je voudrais trouver un boulot dans la région parisienne ou la Bretagne ou toute autre région. M. Le Bras J.F., 24 rue Davy, 75 017 Paris.

94 VAL DE MARNE

CONCERT ET BAL FOLK. Jeudi 21 février 1980 à 21h. Avec le Perlinpinpin Folc à l'E.N.S.E.T. 61. av. du Pdt Wilson, 94 230 Cachan. Méro : Bagneux (Pont Royal)



les murs ont des oreilles

Les cris de Mama Béa / Une interview.

Mama Béa fait beaucoup de concerts, depuis des années. La longue tournée qu'elle entreprend aujourd'hui, après l'Olympia fin janvier, lui prouve quotidiennement qu'elle a trouvé un public, de plus en plus nombreux, séduit par sa musique, son **look**, sa voix et ses préoccupations socio-politiques. Il faut écouter La Déclaration des Droits de l'Homme parlée et chantée dans **Le Chaos**, son dernier album. A moi, ça fait un peu comme une décharge électrique dans la moelle épinière, et l'électricité, ça me connaît : je répare les pannes de tous mes copains. A une époque où la liberté est bafouée partout, où l'on ne sait plus à quel saint socialiste se vouer, redire ce texte dans sa touchante simplicité, avec, en fond, un rock énergique, c'est très fort. Les cris de Mama Béa me poursuivent depuis longtemps. C'était le moment de brancher un micro supplémentaire sur la prise multiple qu'elle cache sous son aisselle gauche, et de la laisser parler.

Souvenirs :

Au départ, c'était merdique pour tout le monde. Ce n'est pas quelque chose dont tu te souviens avec beaucoup de plaisir... On jouait dans des endroits où c'était le four total, il venait 10 personnes à 15 francs, on prenait soixante et dix pour cent de la recette, l'organisateur gagnait des clopinettes. C'était pas la joie tous les jours, tu vois. Mais au moins on n'a pas été obligé de faire la queue pour passer des auditions, ou d'envoyer sans arrêt des cassettes pour essayer à tout prix de faire un disque.

Occitanie :

Je ne me suis jamais trop posé la question de savoir s'il y avait une domination de Paris sur le Sud. On a commencé à Avignon, c'est vrai, mais on n'y est pas restés, on a joué à Valenciennes, à Lille, à Strasbourg... Je ne sens pas d'oppression particulière parce que je viens de province. J'ai des copains dans le métier qui galèrent à Paris depuis dix ans !

Travail :

Dans un groupe, il y a un travail collectif, un travail de base, une réflexion pour décider de la direction de la musique. Alors qu'ici, au départ, c'est moi qui ai tout en main, mais c'est difficile parce que je dépends de gens qui ne sont pas concernés, qui ne partagent pas les mêmes motivations que moi. Ils n'en ont rien à foutre. Ils sont toujours en retrait par rapport à la chose que je fais moi. C'est très rare que je trouve des gens qui s'impliquent davantage, avec qui on s'aide musicalement. J'ai plus de rapports avec les roadies et les gens du secré-



riat, avec eux j'arrive à être bien branchée.

Technique :

Il y a un problème, c'est le rapport entre la non technicienne que je suis et le musicien professionnel qui, lui, a le savoir. Il a fait 15 ans de technique, il connaît tout et il vient jouer derrière quelqu'un qui n'y connaît rien et qui ose quand même faire de la musique... Et en plus, ça

marche ! Et les gens applaudissent. Le mec se dit que ce n'est pas très normal. Alors, en plus, s'il est un peu phalocrate, il faut embaucher Freud pour savoir ce qui se passe dans ses méninges.

Femme :

Je ne sais pas s'il y a une expression spécifique des femmes qui font du rock. On sent peut-être les choses différemment des mecs, on les restitue

donc peut-être autrement, mais je ne peux pas dire que je me sens dans une espèce de combat qui tendrait à faire valoir que les femmes dans le rock ou dans la chanson c'est mieux que les hommes. Moi, j'ai été touchée aussi bien par des chanteuses que des chanteuses, Ferré, par exemple, je l'ai ressentie vraiment à une époque de ma vie. Comme si c'était moi qui aie pensé ce qu'il disait... Et c'était un mec. A un certain niveau de la sensibilité, je crois qu'on peut très bien voir les choses de la même façon.

MLF :

J'ai un esprit de contradiction assez développé, alors si une nana vient me dire « allez on va faire un commandon pour bastonner les types », je dis qu'il ne faut pas pousser. Par contre, il y a des choses de la part des mecs que je n'accepte pas. Des choses inadmissibles qu'il faut changer. Je me sens surtout impliquée dans un mouvement d'ordre plus général. C'est vrai qu'il y a des femmes qui gagnent moins que les hommes en faisant le même boulot à l'usine, eh bien sur le plan humain - et pas spécialement au niveau du féminisme - ça n'a pas lieu d'exister.

Impact :

Franchement, je ne crois pas que ce que je fais puisse amener une évolution quelconque. Les gens qui m'aiment sont branchés parce qu'ils ont déjà quelque chose en eux, tu vois. Note qu'on a tous besoin d'avoir vu un film ou d'avoir rencontré quelqu'un qui t'a fait prendre conscience que tu pensais la même chose... Si on a une fonction, c'est à ça qu'on sert. Mais pas plus. Pour moi, le public a toujours été quelque

chose d'assez abstrait, il est déjà là quand j'écris une chanson, ou quand je joue toute seule de la guitare dans ma piaule. Je chante toujours comme si j'avais quelqu'un en face de moi, une présence qui m'écoute et qui comprend de quoi je parle. Le public, c'est une matière vivante qui reçoit quelque chose que j'ai besoin d'envoyer quelque part. Il y a un écho, ça ne part pas dans le néant.

Habit :

Il faut arrêter de vouloir faire croire qu'on est autre chose, il faut cesser de se planquer derrière des tas de folklores, il faut oser avouer ce qu'on aime et ce qu'on déteste. Je suis comme ça, j'ai peut-être tort, peut-être raison, et toi c'est pareil, alors soyons simples, disons les choses comme nous les sentons, essayons d'être clairs.

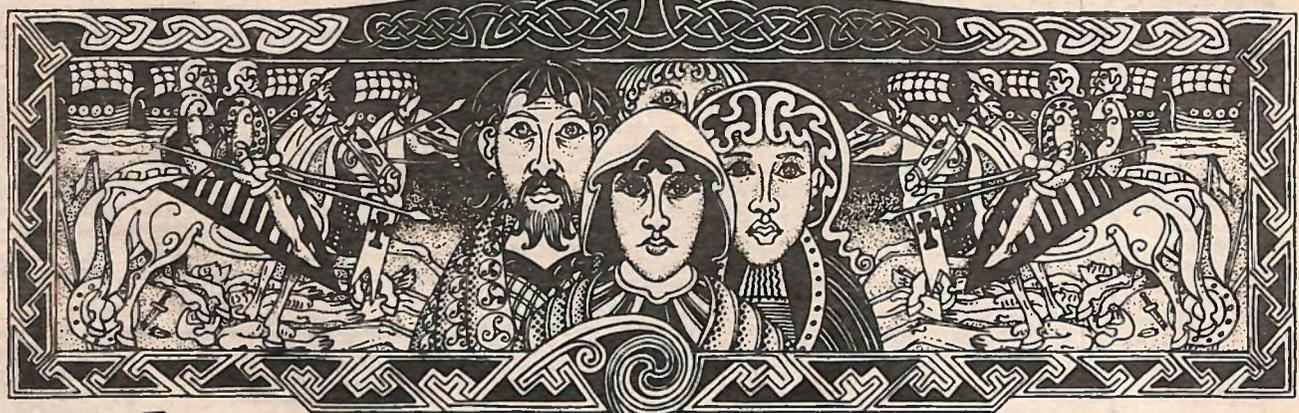
Famille :

Je n'ai pas d'enfant. A l'époque où j'aurais pu en avoir un, je n'étais pas en mesure de m'en occuper, il serait mort de misère, il aurait fallu que j'arrête de chanter, j'aurais pas supporté de le faire vivre dans les conditions où l'on était, c'était la misère... Et maintenant, je suis vieille pour avoir un gosse.

Mama Béa sera le 15 à St Briec (Salle Robien), le 16 à Concarneau (Centre art et culture), les 18 et 19 à Rennes (Salle de la cité), le 20 à Lorient (Palais des Congrès), le 21 à Nantes (Ciné Le Paris), le 22 à Limoges (Salle des Sœurs de la rivière), le 23 à Agen, le 25 à Bordeaux (Alembra), le 26 à la Foire de Pau, le 27 à la Foire de Tarbes, le 28 à Toulouse et le 29 à Montpellier.

Bernard Blanc

a l'aise



dans mes pataugas

Les pataugas, c'est un peu lourdingue, parfois ; pour faire vite, il y a de meilleures pompes. Mais au moins, c'est costaud et ça ne se fiche pas à la poubelle après avoir été utilisé seulement deux ou trois fois. Or donc, pataugas en tête (c'est pas grave si cette fois-ci ça pourrait être des sabots), me revoilà ; et aujourd'hui, nous donnons dans la Celtie profonde.

Il était temps de se dépêcher, le printemps c'est dans un mois pas loin. Sous les traits d'un barde breton, du nom d'Alan Morvan Chesneau, voici venir Aotrw Goanw (Messire

l'Hiver). Ça, c'est de la musique comme on n'en fait plus, que même les groupes folks les plus puristes d'il y a quelques années n'osent plus graver sur les deux faces d'un 30 cm. Imaginez du Malicorne au tout-tout début (avec l'électrification en moins, ô horreur !), du Claude Besson version «Korrigan» (plein de dulcimers, de violons et de psaltériorions...) et du Stivell au mieux de sa forme vocale (vous savez, une voix grave qui roule, attrape dans les profondeurs des forêts ses intonations mâles et puissantes...).

Je ne ris pas, c'est un beau disque, musicalement intéressant, qui ne se contente pas de

repomper les musiciens cités plus haut, mais apporte une dimension étonnamment rétro et poétique au folk d'aujourd'hui. Musique de cour et des campagnes, les mélodies sont quelquefois envoûtantes et douces.

Mais j'ai eu le malheur de me plonger dans l'étude approfondie de la pochette et de la littérature abondante qu'elle abritait. Maman !!! Pourquoi Chesneau ne laisse-t-il pas à Glenmor et Xavier Grall le soin de lyriquer avec talent sur la métaphysique bretonne, sur la «mystique du temps et de l'espace», sur «l'énergie fondamentale de l'univers» en

Keltia ? Pourquoi ce retour lourdaud dans l'écriture à un passé révolu qui ne revivra jamais ? La Bretagne est riche d'indéfinissable et de secret, riche d'une culture fabuleuse, mais elle vit au présent et n'a que faire des volontés de «Recomposer La Geste Celtique».

Reste quand même ce très beau moment que j'ai passé avec cette «Celtie Danserie». Je revenais justement de Plogoff.

Hélène Crié

Alan Morvan Chesneau, «Messire l'Hiver», Editions Kelean, 29215, Guipavas, Finistère.

**Rectif :**

Une erreur de montage a fait sauter plusieurs lignes de l'**Ordonnance** du n° 297, à propos du journal de BD **Plein La Gueule Pour Pas Un Rond** (PLGPPUR, c/o Philippe Morin, 16 rue Gabriel Péri, 92120 Montrouge). Ça ne le dérange pas, bien sûr, puisque je suis obligé d'en reparler aujourd'hui. Il fallait lire que le dernier n°, le 4, est un spécial Goossens, ce rigolo-triste de **Fluide Glacial**, avec une interview et de nombreuses BD inédites du Maître. (Le n°, 6F.)

Moustaches :

Si vos enfants aiment les chats et les belles histoires, il ne faudra surtout pas les priver du spectacle **Le chat débotté**, un conte de Perrault transformé en comédie musicale avec des costumes plutôt drôles et une joie de jouer très communicative. A la Gaité Montparnasse (26 rue de la Gaité, 75 014 Paris, tél 322 16 18), jusqu'au 2 mars. Comme vous accompagnerez sûrement vos petits pour leur éviter de mauvaises rencontres, vous

gois Khan sur le thème **L'information en France en 1980** le 13 février à 20h30 (Salle du Béfroï, rue Nationale). C'est qu'il est urgent de s'interroger sur les conditions de l'information, la censure, les détournements du réel par les journalistes «à la botte», qui sont les questions clé de notre époque.

Baroque :

Cinéaste allemand de la génération de Fassbinder, Werner Schroeter a longtemps été branché sur l'underground, le décadent, le surréalisme et le morbide (qui se souvient de **Salomé**, de **La mort de Maria Malibran** ou de **L'ange noir ?** Levez le doigt). Aujourd'hui, il abandonne un peu ses passions de jeunesse pour revenir à un certain réalisme avec son nouveau film **Le règne de Naples**. Il a voulu suivre l'histoire de plusieurs habitants d'un quartier pauvre de Naples, de 44 à 72, et raconter, en de grands éclairs baroques, la misère, la corruption et les crises d'identité des petits prolétaires. C'est

Rats :

Ne restez pas comme ça dans vos pantoufles à vous ronger les sangs quand il pleut à Paris. Toutes les bibliothèques de cette ville font des expositions où vous pourrez trouver à boire et à manger, c'est pratique pour les fins de mois difficiles. **Tolstoï**, jusqu'au 5 mars, à la Biblio Beaugrenelle (36-40 rue Emmeriau, 75 015); **L'eau à Paris** (un sujet en or pour écolos) jusqu'au 5 mars à la Biblio Vandamme (80 av. du Maine, 75 014); **L'utopie ou les limites du possible**, jusqu'au 10 mars à la Biblio Trocadéro (4-8 rue du Ct Schloesing, 75 016); **Léonard de Vinci** jusqu'au 28 février, à la Biblio Saint Fargeau (12-16 rue du Télégraphe, 75 020); **Berlioz**, jusqu'au 28 février, à la Biblio Buffon (15 bis rue Buffon, 75 005); **Les Celtes**, jusqu'au 1er mars à la Biblio Valeyre (24 rue de Rochechouart, 75 009) et **Les fêtes populaires parisiennes**, jusqu'au 1er mars, à la biblio Lancry (11-15 rue de Lancry, 75 010).

rebours (n°1020), un chef d'œuvre que je ne vous pardonnerais pas de rater.

Babil :

Si vous aimez causer, vous pouvez faire un tour au Forum des Halles tous les mercredi de 10h30 à 14h. (espace 4, niveau 4) où les animateurs de la revue **Autrement** rassemblent diverses associations qui cherchent collectivement d'autres moyens de vivre mieux ici et maintenant. Le 20 février, **Etats Généraux de la circulation dans Paris**. Le 27, **La Maison d'Enfants de Saint Chéron, un lieu de vie pour des enfants**. Le 5 mars, l'Association Ici et Là parle de son animation vidéo itinérante à travers la France, l'Espagne et le Portugal. On peut contacter **Autrement** au 73 rue de Turbigo, 75 003 Paris. Tél. 271 23 40. La revue est diffusée par Le Seuil.

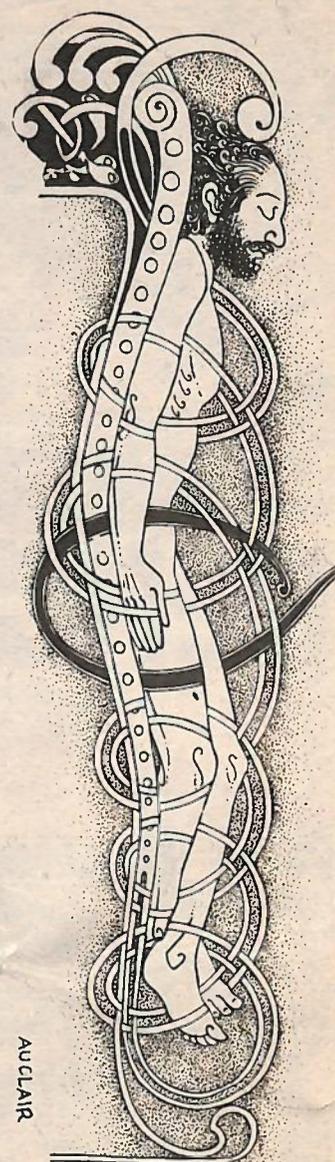
Zizique :

Après l'animation **musique et cinéma** à Toulouse (je vous l'ai annoncée) le compositeur Jean-Yves Bosseur parlera chaque jour de la bande sonore d'un grand film de Fellini, Eisenstein, Hitchcock, René Clair, etc. Du 19 au 23 février, au Centre Culturel, 23 rue Croix Baragnon, 31000 Toulouse, tél. 61/52 07 29.

Images :

Les Belges ne rateront pas la conférence organisée par Jeunesse et Arts Plastiques le 13 février à 20h30 au Palais des Beaux Arts de Bruxelles (10 rue Royale, tél. 02/ 512 04 03) sur le thème **Histoire de la nouvelle bande dessinée**, autour des œuvres d'Hugo Pratt, de Mœbius et de Tardi. Avant la parlotte les Belges intelligents auront fait un tour à la principale librairie de BD à Bruxelles, Pepperland (47 rue de Namur. Tél. 02/ 513 57 51) qui, en ce moment, édite de bien beaux albums dont **Mouh mouh** de Tardi, un livre essentiel pour bien comprendre son travail. On peut le trouver aussi en France, grâce à Futuropolis diffusion. On en recausera.

Docteur Bernard Blanc



AUCLAIR

Samedi-Dimanche, 2-3-9-10-16-17-23-24 février à 16 heures, **Amédée Bricolo**, Clown, débarrassé du nez rouge et du maquillage traditionnel, voici un nouveau clown : Amédée Bricolo.

Il jongle avec les émotions, comme avec les balles magiques, maître dérisoire de la musique et de l'équilibre. Il désenchaîne le rire...

Théâtre de la Plaisance, 11 rue du Château, Paris 14ème, métro Pernety.



aurez sûrement, après, envie de relire Perrault, curieux comme vous êtes, je vous connais. Pas d'hésitation, c'est l'édition Seghers, **Bruno Belheim présente les Contes de Perrault** que vous choisirez. Parce que ce dernier y donne de précieux conseils aux parents pour un partage de la découverte de la culture avec leurs enfants, dans la lignée de son essai **Psychanalyse des contes de fées** (ed. Laffont) où il montrait comment le conte exerce une fonction normative et thérapeutique.

Media :

L'hebdo **Les nouvelles littéraires** (10 rue Saint Antoine 75 004 Paris, tél. 278 33 21) qui devient bigrement intéressant organise, avec la Maison de La Culture de Bougères, une conférence-débat animée par Jean-Fran-

puissant, tragique et convaincant.

Underground :

Après avoir coulé l'un des piliers les plus anciens de la presse parallèle, **Barabajagal**, les fous d'expression libre qui gisent dans l'Allier relancent une aventure d'une plus grande envergure avec **Le Frondeur**, journal de l'Association Pour Une Information Critique (03 250 Le Mayet de Montagne). Autour de l'écologie, de l'autogestion et de tous les thèmes chers aux lecteurs de la GO, le premier numéro du Frondeur remplit 24 bonnes grosses pages. On peut s'abonner, 30F pour 10n°, acheter des cartes postales de soutien, 10F les 12 (Soulas et Nicoulaud) ou encore commander pour 20 balles 100 enveloppes illustrées. Tout à la fois, c'est encore mieux.

Crêpes :

Saluons la naissance d'un nouvel éditeur provincial, La Digitale, qui publiera des essais philosophiques, du théâtre et de l'histoire. La Digitale, Kerflec'h Mellac, 29 130 Quimperlé, tél. 98/90 42 17. Bravo, faut faire la nique à Paris !

Economies :

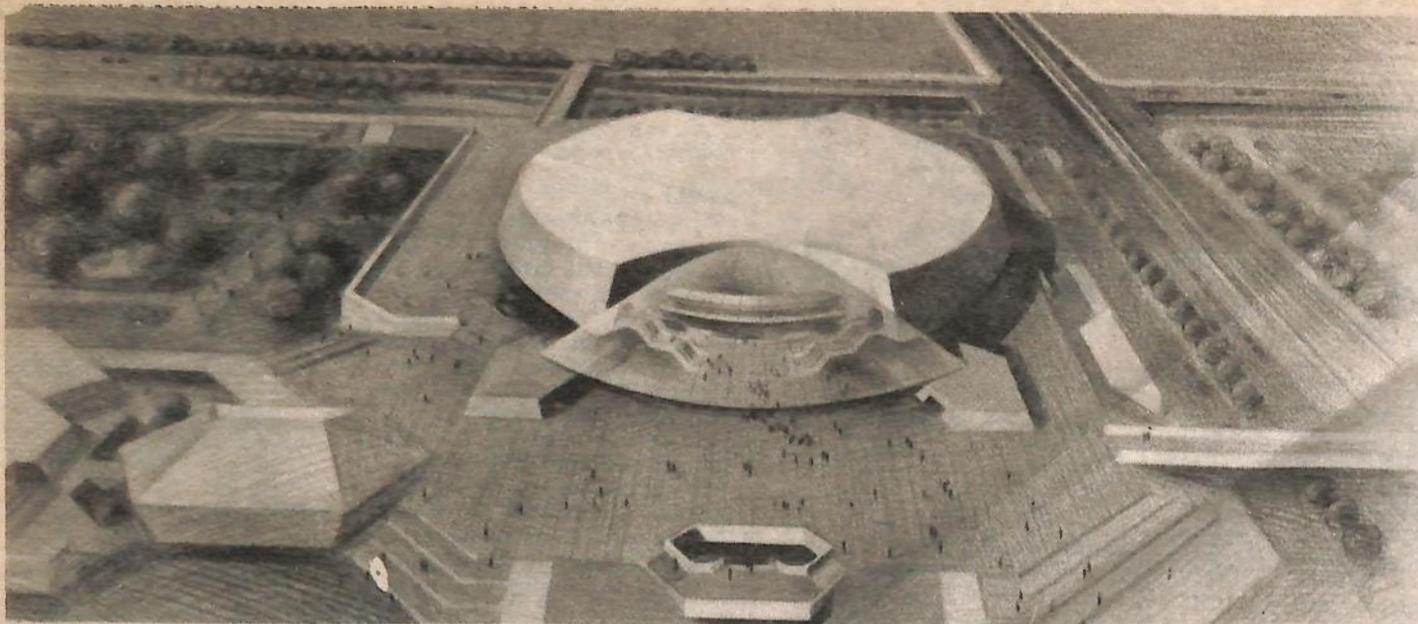
Des nouveautés aux Ed. J'ai Lu pour ménager votre porte-monnaie et vous nourrir l'esprit : **Calamité mon amour** de Françoise Parturier (n°1012); **Le Guépiot** de Viviane Villamont (n°1013); **Le premier né d'Égypte** de Demouzon, un des grands du nouveau polar (n°1017); et deux classiques de SF, l'anglosaxon William Nolan, **Retour à l'Age de cristal** (n°1019) et le français Philippe Curval, **L'homme à**

Samedi Dimanche
2.3.9.10.16.17.23.24
Février à 16h



DEBARRASSE DU NEZ ROUGE
ET DU MAQUILLAGE TRADITIONNEL.
VOICI UN NOUVEAU CLOWN:
AMEDEE BRICOLO
IL JONGLE AVEC LES EMOTIONS
COMME AVEC LES BALLE MAGIQUES.
MAITRE DERISOIRE DE LA MUSIQUE
ET DE L'EQUILIBRE.
IL DESENCHAINE LE RIRE...

Theatre de Plaisance
11 rue du Château Paris 14ème métro Pernety



BERGY

Bercy : 40 ha d'arbres et de maisons villageoises, quarante ha au cœur du 12ème arrondissement, en bordure de Seine. Bercy, une enclave dans la ville.

LES AMIS DE LA TERRE

Bercy se sont les anciennes Halles aux Vins, un puzzle d'entrepôts, de chaix, de maisons d'habitation, piqueté de 990 arbres. Le Maire de Paris (Jacques Chirac pour les intimes) a décidé d'y construire le nouveau Vel'd'Hiv : un vélodrome de 10000 places agrémenté d'un parking de 7 ha, d'un musée du Sport et de bretelles d'accès en pagaille.

La population et ses associations ont formé un collectif de lutte : le Collectif Bercy. D'abord confiants, ils furent manipulés, jusqu'au jour où refusant la concertation-bidon, ils se placèrent sur un réel terrain d'opposition. Au collectif, tout le monde se retrouve : des associations de parents d'élèves, à la section CFDT 12ème en passant par les chrétiens, sans oublier l'Amicale des protecteurs des vieilles pierres vermoulues.

Aux réunions, après le « Comment va le petit ? Ça va, mais il a la grippe », la discussion s'engage, parfois autour d'un verre de vin provenant d'une bouteille poussiéreuse caressée du bout des doigts par des négociants en vin installés depuis deux ou trois générations. Le Collectif a cette force, cette détermination que donne la certitude de ses racines en une terre demeurée provinciale.

Le 29 octobre, une fête a réuni 7000 personnes, les bulldozers du Maire qui grignotaient les entrepôts s'étaient arrêtés. Profitant de ce répit, le Collectif mais aussi les Amis de la Terre, co-organisateurs de la

fête, des associations environnementalistes ont pondu, pour Bercy, leur projet alternatif.

Et c'est là où un militant qui s'est battu

Après la pause l'action

Le 23 février, le Collectif remettra en état la maison du Beaujolais ; cette maison sera placée sous la protection des associations. Les volontaires sont les bienvenus. De plus le Collectif se réunit tous les mardi soir à la librairie 1984, 22 Bd de Reuilly, Paris 12, venez nombreux.

Avis : on demande des squatters/euses en masse ce qui retarderait la démolition, il y a plein de petites maisons qui n'attendent que vous, il n'y a malheureusement ni électricité, ni chauffage mais on peut compter avec la solidarité des habitants de Bercy. Toute squatteur/teuse potentiel/elle contactera Monsieur Toucanne au 808.01.02.

SOS Paris réunit un comité d'honneur de personnalités pour sauver Bercy. Les personnalités sont priées d'écrire au 27 rue St André des Arts Paris 6 pour s'y joindre.

pour Bercy (en l'occurrence myself) s'aperçoit que les bulldozers ne sont pas seulement dans la rue, mais aussi dans les têtes. Le projet du Collectif est le seul valable, reprend notre projet initial, c'est-à-dire le réveil économique de Bercy par la renaissance des artisanats, celui du vin par exemple, mais aussi par la diversité et la multiplicité des locaux, l'implantation de petites entreprises : chauffe-eau solaires, micro-informatique, anti-gaspillage, énergies alternatives, etc... Nous parlions aussi d'une maison des associations, d'ateliers pour artistes, de lieux de rencontre, de restauration des lieux, un architecte évoquait la possibilité de créer 2000 logements dans les locaux existants. Bref, il s'agit d'une alternative parfaitement réalisable, mais attention ! Quoi attention ? Ce n'est pas réaliste. **Il faut être réaliste**, sinon le Maire n'acceptera jamais.

Partant de ce raisonnement profondément révolutionnaire les Amis de la Terre et le Bureau de Liaison qui fédère une quarantaine d'associations environnementalistes ont concocté du monstrueux. Projet de Bureau de Liaison : réaliser à Bercy l'équivalent du Children Zoo de New-York, c'est-à-dire une ferme pédagogique, un simulacre campagnard où les enfants viendront tripoter des animaux hagards et névropathes.

Un : les animaux ne sont pas des objets. Deux : la ferme pédagogique entérine le caractère anti-écologique de l'urbanisme actuel, les fermes en zones urbaines ne peuvent être que des musées. Merci les

Les associations préparent une conférence de presse, une manifestation, le huit mars et enfin une consultation d'architectes, ceux-ci travaillant suivant les desiderata des associations a fin d'éviter l'écueil de la consultation des Halles qui a plus été un exercice de style qu'une réelle alternative.

A la commission extra-municipale de l'environnement, la Mairie a signifié aux associations l'irrévocabilité de la décision de construction. A une précédente réunion de la commission le Collectif avait refusé d'examiner les projets de Vel'd'Hiv, les refusant d'emblée.

Une nouvelle association s'est créée : « Bercy Demain », son programme : « Un vélodrome ! Un vélodrome ! ». Cette association voulant créer la confusion avec « Demain Bercy » a été imaginée par la Mairie et regroupe les 3 ou 4 RPR du coin.

environnementalistes. Dans le même genre, le réalisme y atteint des hauteurs inégalées, le projet des Amis de la Terre : l'exposition permanente des maisons rurales des provinces de France. Je ne me suis pas battu pour Bercy pour qu'on y fasse un salon de l'agriculture, réduisant le régionalisme aux truffes du Périgord et à la potée auvergnate. Selon les habitants se serait devenir une réserve, une annexe du Musée de l'Homme. « La mort, quoi ! » précise l'un d'eux. Les AT précisent eux, que ce projet tient compte du désir de rentabilité de la Mairie. On avait compris !

En substance : « Le Vel'd'Hiv, oui mais pas chez nous ». Merci les écolos. Face aux bulldozers, il existe une alternative et nous sommes assez nombreux à l'avoir choisie : insurrection immédiate, Vel'd'Hiv nulle part, abolition de la mascarade olympique, du sport-compétition véritable fascisme musculaire ! Chirac a dû rire un bon coup à la lecture des projets des associations qu'avec déférence elles lui avaient porté.

La preuve : il a déposé une vingtaine de permis de démolir portant sur la quasi-totalité des bâtiments compris entre le boulevard de Bercy et la rue de Mâcon qui sont en instance sur le bureau de l'Agence des Bâtiments de France pour le 12ème. L'Agence, dernier rempart administratif, pourrait donner un avis favorable dans les huit jours. Cette destruction totale du site sur 8 ha compromettra tout espoir d'aménagement ultérieur.

Seul le Ministre de l'environnement peut encore empêcher le massacre en classant les bâtiments « témoins du Paris populaire ». Une délégation ira le voir la semaine prochaine, on vous racontera.

Hier, j'étais à Vincennes ; Vincennes, le centre expérimental, la Fac qu'on démantèle la Fac qui lutte. C'est le même problème qu'à Bercy. Entre eux et nous la jonction a été faite : j'ai assisté à la poignée de main historique. Là-bas comme à Bercy la lutte contre un pouvoir technocratique bafouant, écrasant les populations, les usagers, prend de nouvelles formes : les moutons sont morts. A Bercy, comme à Vincennes nous nous battons, si les bulls arrivent nous les arrêtrons. Les projets des associations, notre action les balaye, ce ne sont plus que des chiures de mouche sur la réalité explosive.

Conclusion provisoire

Négliger la détermination d'une population, négliger la mobilisation des militants c'est se mettre le doigt dans l'œil jusqu'à l'orteil. Pour vous joindre à la mobilisation et à la détermination contacter le collectif ou Pierre ou Bernard aux AT Paris.

Hier à Radio-Mongol (94MHz 20h30 tous les vendredis) on parlait de Bercy après quelques interventions on a passé de la musique, normal. Chouette musique d'ailleurs, tu connais certainement les paroles « We shall overcome »...

Pierre Bellanger

